



MARDI 4 MAI 2021

ÉCOLOGIE : notre agriculture moderne seule est suffisante pour détruire la biosphère. Alors cesserons-nous de nous nourrir pour « sauver la planète » ?

- ▶ Centre versus périphérie (Antonio Turiel) p.1
- ▶ Cataclysmes et mégamachine : L'histoire est-elle un cycle ou une progression ? (Ugo Bardi) p.4
- ▶ Existe-t-il une alternative à l'accaparement des connaissances par les entreprises modernes ? (Kurt Cobb) p.6
- ▶ #196. Le prix de l'auto-illusion (Tim Morgan) p.9
- ▶ La croissance verte est-elle en marche ? p.14
- ▶ Cri de colère contre les sciences économiques (Biosphere) p.18
- ▶ 35 ANNÉES (Patrick Reymond) p.20
- ▶ Hydrogène bas carbone : 7 milliards pour réinventer l'eau chaude... (Michel Gay) p.25

\$ SECTION ÉCONOMIE \$

- ▶ Les banques centrales vont monétiser toutes les dettes p.30
- ▶ Le système financier US ne peut pas survivre sans l'impression constante de monnaie créée de nulle part p.31
- ▶ Le supermarché Costco a trouvé la solution pour cacher une inflation de 14% sur les prix des produits de base! Et ça marche... (Tyler Durden) p.32
- ▶ Le Canada commence à réduire les rachats d'actifs... avant la Fed et la BCE ? p.33
- ▶ Préparez-vous à l'inflation la plus douloureuse depuis les années Jimmy Carter des années 1970 (Michael Snyder) p.35
- ▶ Le problème économique fondamental du plan de sauvetage de Biden p.38
- ▶ Chine/USA: l'arme fatale (Michel Santi) p.40
- ▶ La dette, un besoin de survie (Bruno Bertez) p.41
- ▶ États-Unis : des astronomes ont identifié le déficit budgétaire dans l'espace ! (Nicolas Perrin) p.43
- ▶ Perspectives sur le risque : Taleb et Tyson (Charles Hugh Smith) p.51
- ▶ Les démocrates essaient d'acheter des votes (Bill Bonner) p.55

▲ RETOUR ▲

<<>> <<>> <<>> <<>> (0) <<>> <<>> <<>> <<>>

.Centre versus périphérie

Antonio Turiel Dimanche 2 mai 2021



Chers lecteurs :

L'une des plus grandes difficultés dans l'articulation d'une **transition énergétique** adéquate et efficace réside dans certaines idées préconçues de ce à quoi cette transition devrait ressembler. Ces idées, adaptées pour tirer parti des caractéristiques des combustibles fossiles tant qu'ils étaient abondants, nous conduisent aujourd'hui à essayer d'exploiter **les énergies renouvelables** d'une manière qui non seulement n'est pas la plus efficace, mais qui est si mauvaise qu'elle pourrait même être incompatible avec une société fonctionnelle. Mais lorsque nous soulignons cette incompatibilité, et avant de pouvoir mieux nous expliquer, nous nous heurtons généralement à un mur : un mur d'incompréhension et un mur d'opposition bornée, qui dédaigne nos arguments parce qu'il les considère comme une attaque contre la seule issue au grave problème actuel de la durabilité, sans se rendre compte qu'en réalité, il existe bien d'autres issues. Leur fermeture d'esprit est telle que, lorsqu'on leur montre l'impossibilité logique de "leur" solution, ils croient que ce que nous disons, c'est que "nous sommes perdus" ou que nous voulons "condamner l'humanité à retourner dans les cavernes" - sans aller plus loin, ces deux commentaires m'ont été adressés la semaine dernière. Je suis surpris de rencontrer des personnes qui ne me connaissent pas du tout qui pensent que j'aime être catastrophiste ou qui pensent que je dis que nous ne pourrions pas avoir d'électricité ou d'eau courante (deux exemples réels, également récents).

La réalité ne pourrait être plus éloignée. Ce n'est pas qu'il n'y a pas de solution. Au contraire, il existe des solutions alternatives, plus d'une. Mais ce sont des solutions très différentes de celles dont ils rêvent, même si elles ne sont pas pires. En fait, ils sont même meilleurs, à commencer par le simple fait qu'ils sont possibles.

Commençons par le début. Comprenons ce qu'est le paradigme actuel, et dans quelle mesure il est prisonnier de la mentalité des combustibles fossiles.

Les combustibles fossiles ont une caractéristique qui les rend très intéressants : ils sont très denses en énergie. Ils contiennent beaucoup d'énergie concentrée dans un petit volume. Cela signifie que l'énergie extraite en un point peut être transportée pour être consommée en un autre point, même s'il est très éloigné, et avec une grande efficacité. Dans le cas spécifique du pétrole, un autre grand avantage s'ajoute : c'est un liquide, tout comme les carburants qui en sont dérivés. Il est donc très facile à manipuler : pour transférer de grandes quantités d'énergie d'un conteneur à l'autre, il suffit de le laisser couler et, en quelques minutes, le réservoir est rempli d'une quantité sans précédent de kilowattheures. De plus, comme il est liquide, il est plus facile de le faire réagir chimiquement pour un rendement élevé. Le charbon est un peu plus difficile à manipuler, mais il peut aussi être utilisé pour transférer de grandes quantités d'énergie. Et le gaz naturel est le plus difficile à gérer des trois, mais même avec lui, nous avons un bilan énergétique incroyable dans les opérations de transfert.

Compte tenu des caractéristiques des combustibles fossiles, et en particulier du pétrole, il a été possible de pousser la logique des économies d'échelle presque jusqu'à sa limite physique. Le principe de l'économie d'échelle consiste à augmenter le volume de production d'un objet jusqu'au rendement économique maximal. Lorsque nous installons une usine, nous devons réaliser un investissement important pour créer le bâtiment, acheter les machines, disposer des infrastructures nécessaires, etc., et cet investissement est pratiquement le

même jusqu'à un certain volume de production ; par conséquent, il vaut mieux produire ce volume maximal que toute quantité inférieure, car le coût par unité produite sera plus faible. Même une fois l'investissement initial réalisé, l'augmentation de la production de l'usine initiale entraîne généralement une augmentation des coûts moins importante que l'implantation d'une nouvelle usine ailleurs, car certaines infrastructures (routes, lignes électriques, etc.) n'ont pas besoin d'être agrandies car elles peuvent augmenter leur capacité. La logique de l'économie d'échelle repose donc sur l'augmentation de la production d'une usine au maximum de sa rentabilité.

La grande quantité d'énergie concentrée dans les combustibles fossiles, et sa grande abondance, a favorisé la création de grands centres de production qui, dans certains cas, approvisionnent le marché mondial. Concentrer de plus en plus de production en quelques endroits a continué à être bénéfique, jusqu'à ce que, pour certains produits, le monde soit approvisionné par une ou quelques usines. La logique d'hypercentralisation de la production a été une conséquence du pétrole abondant et bon marché, en somme.

En revanche, la production d'énergie renouvelable est par définition hautement distribuée et de faible densité énergétique. De plus, il est difficile à manipuler et à transporter sur de longues distances. Le vent souffle ici, les zones les plus ensoleillées sont là, et prendre cette énergie pour la transporter ailleurs n'est pas du tout simple. Vous pouvez créer des systèmes d'exploitation des énergies renouvelables qui prennent ces sources d'énergie renouvelables et les transforment en électricité. Au cours de ce processus, seuls 15 à 20 % de l'énergie renouvelable disponible sont exploités. Le transport entraîne des pertes supplémentaires, sans compter que la disponibilité du réseau ne permet pas toujours d'exploiter l'énergie produite ou pouvant être produite. On peut essayer de contourner ce problème en convertissant l'électricité en hydrogène, mais il faut alors ajouter 30 à 50 % de pertes supplémentaires dans la production de l'hydrogène, et en plus de cela, si on essaie de l'utiliser dans un moteur, il y aura à nouveau une réduction de 50 % de l'énergie, de sorte qu'au final, on n'aura utilisé que 4 % ou moins du flux renouvelable initial. L'alternative consiste à utiliser des batteries ou d'autres systèmes tels que le pompage inertiel, dont les pertes sont beaucoup plus faibles (de l'ordre de 10 à 15 %), mais dont le coût économique et énergétique est élevé en raison de la rareté des matériaux ou des limitations géographiques, et dont la disponibilité à grande échelle n'est pas garantie.

La question est la suivante : cette énergie renouvelable ne peut-elle pas être utilisée d'une meilleure manière ? Et la réponse est oui.

Nous avons déjà mentionné, en parlant de l'entropie, que chaque fois qu'il y a une transformation d'un type d'énergie en un autre type d'énergie, selon le deuxième principe de la thermodynamique, un péage énergétique doit être payé, c'est-à-dire qu'une partie de l'énergie sera perdue dans le processus. Cette perte d'énergie est d'autant plus importante que les types d'énergie initiale et finale sont différents. Par exemple, la transformation de l'impulsion mécanique du vent ou de la rivière en électricité implique des pertes pouvant atteindre 75 % de l'énergie qui affecte la turbine ou l'éolienne. Cependant, si cette énergie mécanique linéaire de l'écoulement de l'eau ou de l'air est convertie en énergie mécanique de rotation pour entraîner les engrenages d'une usine, les pertes sont beaucoup plus faibles, 20 % ou même moins. Cela ressemble peut-être à de la science-fiction, mais la vérité est que les premières villes industrielles du début du XXe siècle utilisaient ces procédés pour faire fonctionner les machines ; je commente toujours le cas des fonderies de la ville d'Olot, une ville perdue dans les montagnes de Gérone, qui ne disposait pas de bonnes communications terrestres avec le reste du pays, et qui avait néanmoins une grande capacité industrielle précisément grâce à ce type d'exploitation mécanique de l'énergie hydraulique des abondantes chutes d'eau de la région.

La vérité est qu'il existe des technologies appropriées qui nécessitent des matériaux et des processus de construction beaucoup plus simples que les énergies renouvelables électriques, qui sont beaucoup plus faciles à installer et à entretenir, et qui sont entre 2 et 3 fois plus efficaces pour produire de l'électricité. Avec l'avantage supplémentaire que l'énergie peut être utilisée de manière plus définitive, en outre.

Dans le cas de l'Espagne, les possibilités sont infinies. Dans les régions plus ensoleillées, comme l'Andalousie, l'Estrémadure ou le sud de Castille-La Manche, l'énergie solaire peut être concentrée pour la cuisson des briques

et, encore plus concentrée, pour les fonderies métallurgiques. Dans le nord de l'Espagne, la prolifération des chutes d'eau fournit une puissance mécanique qui permet l'installation de nombreuses industries là où elles sont nécessaires ; il en va de même pour les régions où le vent est intense. Quant aux prairies qui occupent les plateaux, les pâturages et la paille fourniraient une immense source de composés pour la synthèse de la chimie organique, et de même les forêts.

Quel est l'inconvénient de cette approche ? Que la production devienne distribuée. Mais c'est logique : nous essayons de profiter d'une énergie, l'énergie renouvelable, qui est déjà distribuée, qui est répartie sur tout le territoire, et pas précisément dans les centres de consommation actuels. Avec ces modèles non électriques d'utilisation des énergies renouvelables, qui ont une efficacité bien plus élevée que les énergies renouvelables électriques, au lieu d'avoir de grandes usines dans quelques endroits, l'économie d'échelle associée à une énergie hautement distribuée ferait proliférer de nombreuses petites usines, avec beaucoup moins d'impact environnemental et de pression sur leur environnement, assurant également la richesse et l'emploi local. L'introduction des **énergies renouvelables non électriques** est donc plus structurante et redistributive.

Pourquoi, alors, cette obsession de l'électricité ? Parce que le paradigme fossile n'a pas été abandonné, et qu'il existe toujours un désir de déplacer l'énergie des sites de production d'électricité vers les centres réels de production industrielle. C'est pourquoi le débat sur la transition vers les énergies renouvelables est vicieusement et faussement axé sur la production d'électricité, de sorte que nous en sommes arrivés à un point où les gens croient que les énergies renouvelables servent à produire de l'électricité, et que le discours politique actuel vise à atteindre la décarbonisation avec une électricité 100 % renouvelable. Peu importe à ce discours que l'électricité ne représente que 20% de l'énergie finale totale consommée, qu'il en soit ainsi depuis des décennies sans voir comment augmenter ce pourcentage, et que l'on sache qu'il y a une partie qui ne peut pas être électrifiée. Et peu importe, comme nous l'avons vu, que l'utilisation de l'électricité soit très inefficace dans la transformation de l'énergie.

La centralisation de la production industrielle au cours des deux derniers siècles a conduit à une centralisation du pouvoir politique, et ce centralisme est utilisé pour tenter de forcer la transition vers les énergies renouvelables à être également centralisée. Mais la nature ne peut être contredite, et si l'énergie renouvelable est distribuée, il ne sera pas possible de la centraliser. Se lancer tête baissée dans quelque chose d'impossible ne le fera pas, mais cela peut nous faire nous effondrer en tant que société.

La fixation de l'ordre du jour sur les énergies renouvelables électriques et l'ignorance totale des alternatives renouvelables non électriques (au point qu'elles ne sont plus un problème, et que même les organisations environnementales adoptent l'ordre du jour des énergies renouvelables électriques) est une façon de maintenir un centralisme impossible à l'ère du déclin énergétique. Ne vous y trompez donc pas : l'électricité renouvelable vise à soutenir les centres de consommation/production contre la périphérie de la production d'énergie. C'est un modèle de pillage du territoire, c'est un modèle colonial à l'intérieur et à l'extérieur des murs.

La transition renouvelable, la vraie, la possible, doit être basée sur l'utilisation locale et efficace des énergies renouvelables. Une exploitation qui permettra la renaissance du territoire. Une renaissance du territoire qui doit se faire au prix de l'abandon du centralisme métropolitain. Ceterum censeo Metropolem esse delendam.

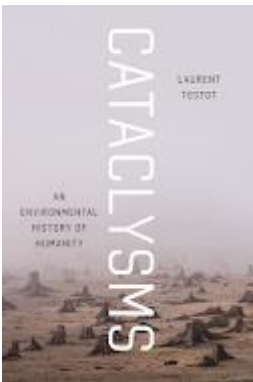
Salu2. AMT

[▲ RETOUR ▲](#)

[**.Cataclysmes et mégamachine : L'histoire est-elle un cycle ou une progression ?**](#)



Cette image du peintre toscan Piero della Francesca dégage une telle puissance qu'elle risque de vous couper le souffle. Outre la maîtrise de la composition, la perfection des détails, la fascination des figures humaines, une toile entre les mains d'un grand maître n'est pas seulement une image : c'est un message. Dans ce cas, toutes les figures sont statiques, il n'y a personne qui bouge. Pourtant, le tableau porte le message d'un formidable mouvement dans le temps. Il montre un grand changement qui se produit, quelque chose d'énorme, de profond, d'incroyable : le triomphe de la vie sur la mort. Et ceux qui dorment à travers ce tableau passent à côté de ce changement sans même s'en rendre compte. Tout comme nous, somnambules dans un monde en mutation, où des forces gigantesques se réveillent en ce moment même.



"Cataclysmes" (*) est un livre récent de Laurent Testot (Univ. Chicago Press, 2020) qui va bien ensemble avec "La fin de la mégamachine" (Zero Books, 2020) de Fabian Scheidler dont j'ai parlé dans un précédent billet.

Ces deux livres envisagent l'histoire de l'humanité selon l'approche que j'appelle "métabolique". Il s'agit d'adopter une vision à long terme et de considérer l'humanité comme une entité vivante. Appelez-la "machine" (comme Scheidler), appelez-la "sing" (comme Testot), appelez-la "système complexe" (comme c'est la mode aujourd'hui), ou peut-être un holobiont (comme j'ai tendance à le faire). C'est la même chose : l'humanité est une créature qui bouge, grandit, trébuche, détruit des choses, en construit de nouvelles, continue à grandir et, finalement, s'effondre.

Mais "Cataclysmes" et la "Mégamachine" captent cet aspect multiforme de la grande bête et tous deux soulignent ses aspects destructeurs. Tous deux comprennent que la chose est en mouvement. Plus que cela, sa trajectoire n'est pas uniforme, elle va par à-coups. C'est une séquence continue de croissance et d'effondrement, le second étant généralement plus rapide que le premier (ce que j'appelle "l'effet Sénèque").

Alors, que se passe-t-il ? L'histoire suit-elle des cycles ou progresse-t-elle d'une certaine manière ? C'est une question qui a été posée et à laquelle on a répondu de diverses manières au cours des siècles d'historiographie, au moins depuis qu'Edward Gibbon (en 1776) a commencé à se demander pourquoi le puissant Empire romain avait disparu.



Pour la vision eschatologique chrétienne, il ne faisait aucun doute que l'Empire avait rempli sa mission et qu'il devait disparaître pour laisser place à un monde nouveau qui, à son tour, était appelé à disparaître lors du Jugement dernier. Pour les penseurs du XIXe siècle, en revanche, un autre type de téléologie était à l'œuvre. Il s'agissait d'une interprétation des idées de Darwin qui voyait l'évolution comme un mouvement vers des niveaux de perfection de plus en plus élevés, l'homme blanc européen étant le point culminant de cette tendance.

Plus tard, ces idées ont commencé à paraître naïves, et un courant de pensée catastrophiste s'est développé. L'effondrement de la civilisation occidentale est apparu clairement pour la première fois dans un télescope orienté vers l'avenir en 1972, dans l'étude parrainée par le Club de Rome intitulée "**Les limites de la croissance**". L'étude avait fait un cycle complet, revenant à l'ancienne vision eschatologique de la fin du monde. C'était un cataclysme. Inévitable, sauf si la mégamachine pouvait **faire quelque chose que la mégamachine ne pouvait pas faire : arrêter de croître.**

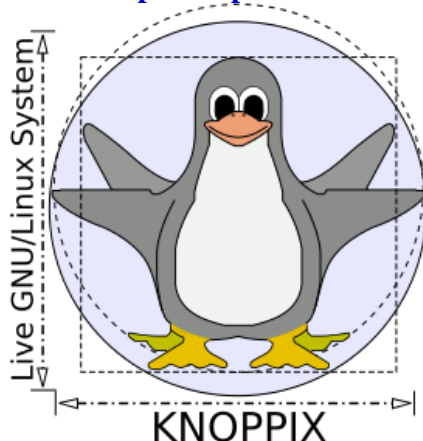
Mais l'univers est complexe et les modèles informatiques les mieux conçus par des souris et des hommes s'effondrent. Au cours de l'histoire que nous connaissons, aucun effondrement n'a jamais été le dernier. Après chaque effondrement, il y a eu un rebond. Donc, l'histoire est à la fois un cycle et une progression. Il y a quelque chose de l'autre côté de l'effondrement inévitable auquel nous sommes confrontés aujourd'hui. Tous les effondrements entraînent des changements : c'est peut-être leur but dans l'univers. De même que les Romains ne pouvaient pas imaginer ce qui se passerait après la disparition de leur empire, il est impossible pour nous d'imaginer ce qui viendra après nous. **Nous pouvons seulement percevoir que quelque chose d'énorme est en train de s'agiter. Pour l'instant, nous le voyons à travers le verre de nos modèles, obscurément : mais ensuite, nous le verrons face à face.**

(*) J'avais commencé ce billet avec l'idée d'écrire une critique du livre de Testot, mais au fur et à mesure que j'écrivais, le texte a grandi de lui-même et il est devenu autre chose. Mais, à propos de "Cataclysmes", c'est un excellent livre - qui ne traite pas seulement d'événements catastrophiques, mais vous donne une vision organique de l'histoire, pleine de concepts et d'idées que vous ne trouverez nulle part ailleurs. Lisez-le ! Il changera votre façon de voir le monde.

▲ RETOUR ▲

.Existe-t-il une alternative à l'accaparement des connaissances par les entreprises modernes ?

Par Kurt Cobb, initialement publié par Resource Insights 2 mai 2021



Il y a une scène dans la série télévisée de science-fiction à succès "*The Expanse*" dans laquelle un dirigeant de

"The Belt" - c'est-à-dire la ceinture d'astéroïdes qui représente nos pays "en voie de développement" actuels - évoque une attitude typique des Terriens, habitants de la Terre désormais unifiée. Vous ne serez pas surpris d'apprendre que, 500 ans plus tard, les Terriens exploitent encore systématiquement les populations et les ressources loin de chez eux. Le chef des Belter dit : "*Les Terriens ne peuvent pas regarder une chose sans se demander à qui elle appartient*".

Nous, les Terriens d'aujourd'hui, n'avons pas besoin d'attendre 500 ans pour subir les conséquences de cette vision des choses. Elle s'affiche tous les jours et est devenue si omniprésente qu'elle gaspille de précieuses ressources naturelles tout en écrasant l'innovation dont nous avons tant besoin et le véritable choix du consommateur dans pratiquement tous les domaines du commerce. Il existe une alternative. Mais nous y reviendrons plus tard.

Bien sûr, il y a la tendance évidente de l'homme moderne à regarder une forêt et à voir non pas des arbres, mais des planches de bois. Ou de regarder une belle chaîne de montagnes des Appalaches et d'évaluer comment la décapiter en utilisant l'extraction au sommet des montagnes afin d'atteindre le charbon en dessous. Ou de voir une source qui coule et de penser à toutes les eaux souterraines qui peuvent être pompées pour remplir des packs de six bouteilles d'eau.

Mais la réflexion ne s'arrête pas là et ne s'applique pas uniquement aux biens matériels. L'auteur de science-fiction et journaliste **Cory Doctorow** s'en prend ici à Lexmark, le fabricant d'imprimantes, et au racket de l'encre qu'il fait subir à ses clients. Ce racket est emblématique de ce que les entreprises sont prêtes à faire pour victimiser leurs clients. Dans ce cas, l'encre qui fonctionne dans plus d'une imprimante est régie par la gestion des droits numériques qui l'empêche d'aller dans une imprimante pour laquelle elle n'a pas été étiquetée.

Lexmark a perdu un procès concernant l'encre d'imprimante il y a de nombreuses années, un procès qui consistait à déterminer si 55 octets de code pouvaient être considérés comme une œuvre protégée par le droit d'auteur. Le juge a répondu par la négative. Mais aujourd'hui, avec des milliers de lignes de code dans pratiquement chaque appareil de bureau - dont certaines sont conçues pour contrecarrer le choix et l'ingéniosité des clients - le prochain juge décidera-t-il la même chose ?

Le savoir qui se trouve dans l'esprit de ceux qui travaillent pour des entreprises, y compris ceux qui travaillent pour Lexmark, est maintenant devenu une possession convoitée par nos maîtres d'entreprise. Les accords de non-divulgaration et de confidentialité sont une pratique courante. Naturellement, les entreprises n'aiment pas l'idée que des personnes s'en aillent avec les connaissances qu'elles ont acquises et les utilisent pour aider la concurrence. Mais ces connaissances n'appartiennent-elles pas légitimement à l'entreprise, dites-vous, surtout si elles sont exclusives ?

Demandons-nous si ce modèle de réflexion sur l'expertise et les secrets commerciaux nous sert bien ou si d'autres modèles donnent de meilleurs résultats pour la société dans son ensemble. Après tout, la société a été conçue comme une forme d'organisation qui pouvait répondre de manière plus efficace aux besoins des personnes dans la société. Elle n'a pas été conçue pour répondre uniquement aux besoins de ses propriétaires ou même de ses employés.

Prenons le modèle de la pratique médicale comme exemple contrasté. Lorsqu'un médecin découvre un moyen de mieux prévenir une maladie ou d'accélérer la guérison d'un patient, il cherche à partager cette information, souvent par le biais d'un article dans une revue médicale. C'est un anathème dans la profession médicale que de garder secrètes des pratiques médicales susceptibles de sauver des vies et d'aider un monde vulnérable à mieux faire face à ses problèmes de santé quotidiens.

En général, c'est le monde de la science universitaire, y compris la médecine, qui généralise cette pratique de partage des découvertes importantes. (Malheureusement, cela est devenu moins fréquent car les universitaires se tournent vers la protection de leurs découvertes par des brevets, ou du moins leurs employeurs le font).

Je me retrouve à penser une fois de plus à ce que j'appelle le modèle Linux. J'entends par là le système décentralisé, apparemment chaotique et désorganisé, par lequel le système d'exploitation informatique Linux prolifère ses versions et ses applications. En surface, ce système, qui est construit autour du noyau Linux libre et ouvert, semble n'être qu'un simple passe-temps de hobbyiste.

Il existe des centaines, voire des milliers, de versions du système d'exploitation Linux. Et pourtant, malgré tous ces efforts, Linux ne détient qu'environ 2 % du marché des ordinateurs de bureau et des ordinateurs portables. Comment tant d'efforts peuvent-ils aboutir à si peu de résultats ? Comparez, par exemple, le système d'exploitation Microsoft Windows qui détient environ 80 % du marché des ordinateurs de bureau et des ordinateurs portables. Ces chiffres, cependant, ne racontent pas toute l'histoire, comme nous allons le voir.

Ce qui distingue le modèle Linux, c'est que les connaissances qu'il génère ne peuvent être endiguées et appropriées par une ou quelques personnes. Presque toutes les connaissances qui composent ce modèle circulent librement et ne sont la "propriété" de personne. Lorsque des groupes de développement - parfois des associations informelles de développeurs du monde entier, parfois des développeurs soutenus officiellement par des fonds d'entreprise - lorsque ces groupes ont un désaccord irréconciliable sur la direction de leurs projets, le groupe dissident se sépare souvent - et c'est la pièce maîtresse - et prend avec lui toutes les connaissances, l'expertise et le code de ce projet et commence à suivre sa propre voie. C'est exact. Les dissidents peuvent prendre et prennent tout et créent ce qui est souvent appelé un "fork" à partir de la distribution précédente.

Certains groupes dissidents créent des concurrents puissants. D'autres se dissipent dans l'inaction. Mais aucun droit de propriété intellectuelle ne les empêche de réussir.

Oh, ai-je oublié de mentionner la chose la plus importante du point de vue de l'utilisateur ? La grande majorité des distributions Linux sont disponibles gratuitement et bénéficient d'un support gratuit. Les factures sont généralement payées par des dons, individuels ou d'entreprises.

Alors, est-ce qu'une activité économique d'une quelconque importance résulte de tous ces efforts ? La réponse est un oui retentissant. Certaines des plus grandes sociétés de conseil en informatique conseillent les entreprises et autres sur leurs installations Linux. Certaines de ces sociétés de conseil ont leurs propres versions d'entreprise du système Linux (bien que ces versions aient tendance à être moins chères que celles de leurs concurrents, et oui, il est possible et tout à fait correct de gagner de l'argent dans la communauté Linux). Et ceux qui sont sur le marché des entreprises soutiennent généralement une version grand public de leur système qui est gratuite.

Mais ce n'est pas tout. Un grand nombre des principaux détaillants en ligne du monde dépendent de Linux pour faire fonctionner leurs sites de commerce électronique. Pourquoi ? Parce qu'il est beaucoup plus sûr (il n'est pas sujet aux virus informatiques) et beaucoup plus stable, c'est-à-dire qu'il peut fonctionner pendant de très longues périodes sans planter ou geler. Je me souviens d'un informaticien qui m'a dit qu'il avait fait tourner un serveur Linux où il travaillait en continu pendant cinq ans sans aucun plantage.

Pourtant, y a-t-il vraiment de l'espoir pour Linux chez les utilisateurs moyens ? Eh bien, la plupart des gens sont surpris d'apprendre que Linux est déjà le premier système d'exploitation utilisé dans le monde aujourd'hui. C'est parce que le système d'exploitation **Android**, que l'on trouve sur des milliards de téléphones portables, **est un dérivé de Linux**. Sur ce marché, le produit librement disponible issu du monde chaotique de Linux est le leader du marché.

Ce que je veux dire, c'est que le modèle Linux - qui, à première vue, semble incroyablement mal organisé et géré - est, en fait, un système collaboratif hautement ajusté qui innove et diffuse des connaissances en permanence. De ce système collaboratif sont nées non seulement de nombreuses plates-formes utiles pour le commerce et la recherche scientifique - ai-je mentionné que Linux est populaire dans la communauté scientifique - mais aussi un modèle hybride moderne d'initiative et de créativité individuelles combinées à l'effort communautaire et aux dons caritatifs qui sont liés aux bénéfices économiques de manière à la fois

explicite et cachée. Ce modèle est beaucoup plus adapté aux besoins qui émergent des transformations sociales et économiques rapides et tumultueuses qui ont lieu dans le monde.

Et, comme nous l'avons vu, le monde des systèmes d'exploitation n'est pas le seul endroit où se déroule cette révolution dans la façon dont nous innovons et partageons nos innovations. Mais il ouvre la voie dans le domaine du commerce, où les anciens systèmes qui accumulent les connaissances et les compétences n'ont plus d'avenir. Et c'est un système qui permet étonnamment bien aux gens d'adapter les produits et les services à leur situation et à leurs besoins particuliers.

Cela me rappelle une fois de plus la série télévisée "The Expanse". Le même personnage mentionné au début de cet article répète un dicton "Belter" qui est emblématique de la différence entre les perspectives des Belters et des Terriens. Dans la Ceinture, on dit : "Plus vous partagez, plus votre bol sera abondant."

Le modèle Linux montre la véracité de ce slogan, tout comme les méthodes de partage des connaissances et des pratiques en médecine et en science en général. Ce modèle démontre que le fait de partager librement les connaissances plutôt que de les thésauriser est la voie à suivre pour innover et pour partager plus largement les bénéfices de cette innovation.

P.S. Je m'empresse d'ajouter que ce modèle peut nous être utile pour relever les défis environnementaux et sociaux les plus pressants de notre époque. Mais c'est le sujet d'un prochain article. Divulgarion complète : je suis un utilisateur de longue date de Linux qui n'a absolument rien à vous vendre, si ce n'est mon haut degré de satisfaction à participer à la communauté Linux et à utiliser ses produits.

▲ RETOUR ▲

.#196. Le prix de l'auto-illusion

Tim Morgan Publié le 30 avril 2021

MYTHE ET ARGENT, TECHNOLOGIE ET PHYSIQUE



On ne saurait trop insister sur le fait que le PIB, qui est la mesure préférée de la production économique et de la "croissance", est devenu progressivement moins significatif au fil du temps.

En fait, le PIB confond l'argent et la prospérité. Il comptabilise la dépense d'argent en tant qu'"activité" économique, sans faire de distinction entre la manière dont l'argent est dépensé, ou si l'argent lui-même a été

gagné, emprunté, promis en l'air pour l'avenir, ou simplement créé à partir de l'éther.

Pire encore, le PIB ignore la détérioration de l'équation coût-valeur qui détermine comment l'économie convertit l'utilisation de l'énergie en prospérité matérielle. Il nous invite à croire que l'économie existe de manière totalement isolée des ressources physiques telles que l'énergie, les minéraux, les plastiques, la nourriture et l'eau. Si nous nous laissons un jour convaincre que l'économie existe effectivement indépendamment des ressources naturelles, la "croissance permanente" devient un fantasme plausible.

Si nous suivons la logique du PIB, la destruction complète de la capacité de la Terre à produire des aliments ne serait pas trop grave, car elle laisserait intacts les 94 % restants de l'économie. Si l'économie est réellement indépendante des ressources matérielles, nous pourrions coloniser Mars en n'envoyant rien de plus que quelques pionniers aux yeux brillants et une presse à imprimer. Un exemple plus prosaïque - pour ainsi dire, plus "terre à terre" - serait que les survivants d'un naufrage pourraient vivre indéfiniment dans un canot de sauvetage, tant que leur réserve de billets de banque ne s'épuise pas.

Vous savez peut-être comment l'économie de la monnaie a masqué les tendances réelles de l'économie sous-jacente de la prospérité matérielle. Au cours des vingt années qui ont précédé la crise du coronavirus, chaque dollar de "croissance" déclarée du PIB mondial était le produit de près de 3 dollars de nouveaux emprunts nets. Même ce chiffre sous-estime l'ampleur de notre auto-illusion, car il ne tient pas compte de la création d'énormes passifs non liés à l'endettement. Il s'agit à la fois d'engagements formels et d'hypothèses informelles, ces dernières étant caractérisées par d'énormes lacunes dans les plans de retraites promis (mais non financées). En Amérique, l'industrie manufacturière n'a représenté que 0,2 % de l'ensemble de la croissance économique déclarée entre 2000 et 2020. Même si l'on ajoute la construction, l'agriculture et les industries extractives, la contribution à la croissance des activités "dures" et commercialisables à l'échelle mondiale ne représente que 5 %. Les 95 % restants de la croissance proviennent des services.

Ces services peuvent être importants et précieux, mais ils peuvent aussi agir comme des résidus, des puits pour les liquidités injectées dans le système. Les secteurs FIRE (finance, assurance et immobilier) ont représenté à eux seuls près de 30 % de l'ensemble de la croissance enregistrée - mais quelle valeur tirons-nous réellement du déplacement de l'argent ? - et 12 % supplémentaires provenaient du gouvernement. Les activités liées à la finance, à l'assurance et à l'immobilier ainsi que les dépenses publiques sont des moyens évidents d'injecter de l'argent emprunté ou nouvellement créé dans le système.

Le revers de la médaille de ce processus est la création de "valeurs" d'actifs extrêmement gonflées, qui sont les produits (a) de l'abondance (et donc du bon marché) de l'argent, et (b) de l'actualisation au présent de flux de revenus futurs qui reflètent des attentes totalement détachées de toute évaluation réaliste de l'économie matérielle du futur.

Cela signifie que la plupart des "valeurs" des actifs ne sont rien d'autre qu'une fonction de notre illusion sur la taille réelle de l'économie d'aujourd'hui et de demain. Beaucoup d'entre eux, y compris les "valeurs" globales attribuées aux actions et à l'immobilier, sont purement notionnels, en ce sens qu'ils ne pourront jamais être monétisés. Même les actifs définis et engagés - tels que les dettes dues par d'autres - n'ont de valeur que dans la mesure où les débiteurs sont capables de payer.

Les joies de l'auto-illusion

Cette situation soulève deux questions évidentes.

La première est la suivante : s'agissant d'une auto-illusion collective, est-ce vraiment important ? Après tout, nous n'essayons pas de nous mesurer à des mondes alternatifs où l'activité économique est rapportée de manière plus intelligente.

Deuxièmement, ceux d'entre nous qui comprennent cette situation - et qui peuvent, en outre, y mettre des

chiffres - peuvent-ils tirer profit de cette connaissance ?

La réponse à la deuxième question est que oui, nous le pouvons.

La réponse à la première question est que, en économie comme dans bien d'autres domaines, l'illusion est importante. Vous ne vous attendriez pas à gagner une bataille en vous mentant sur le nombre de soldats ou de navires de guerre dont dispose votre ennemi. Vous ne vous attendriez pas à conduire prudemment en vous mentant sur la quantité d'alcool que vous avez consommée.

Alors pourquoi devrions-nous espérer devenir plus prospères en nous trompant sur la taille, la forme et la direction de l'économie ?

En économie, l'illusion est importante car les plans fondés sur de fausses informations ne se révèlent que rarement, voire jamais, efficaces.

Voici un exemple des dangers implicites de l'auto-illusion économique. **Entre 1999 et 2019, les émissions de CO² nuisibles au climat ont augmenté de 48 %.** Si l'on en croit les chiffres officiels du PIB, la production économique a augmenté de 110 % au cours de cette même période. Nous pouvons en déduire que la production économique par tonne de CO² a augmenté de 42 %. À l'inverse, nous pourrions conclure que chaque dollar d'activité économique produit aujourd'hui 30 % de CO² en moins qu'il y a vingt ans.

Si nous y croyons, nous pourrions également croire que d'autres progrès de ce type pourraient, le moment venu, dompter les risques environnementaux, voire les éliminer complètement, sans exiger de sacrifices économiques. Ce type de calcul permet d'expliquer pourquoi les engagements apparemment sincères (quoique tardifs) des gouvernements en matière de réforme environnementale ne sont pas accompagnés de mesures qui, en termes purement physiques, pourraient sembler nécessaires. Nous pouvons, nous dit-on, surmonter le risque environnemental sans avoir moins de voitures, sans limiter la taille des moteurs, sans insister sur des modèles exclusivement hybrides ou sans rationner les voyages en avion.

Il en va de même pour l'utilisation de l'énergie. En vingt ans, alors que le PIB a augmenté de 110 %, la consommation d'énergie primaire n'a augmenté que de 54 %. En conséquence, la valeur économique créée par l'utilisation d'une seule unité d'énergie n'a apparemment augmenté que de 36 %.

On en déduit qu'à l'avenir, la production économique peut augmenter alors que notre consommation d'énergie diminue. C'est de là que vient le fantasme de "découpler" l'économie de l'utilisation de l'énergie, qui reste convaincant même si les experts du BEE ont décrit les arguments en faveur du découplage comme "*une botte de foin sans aiguille*".

Après tout, il est évident que rien de ce qui a une valeur économique (utilité) quelconque ne peut être produit sans l'utilisation d'énergie - alors pourquoi espérerions-nous développer l'économie sans augmenter notre consommation d'énergie ?

Toute théorie qui postule une divergence indéfinie entre l'utilisation de l'énergie et la prospérité économique va donc à l'encontre des lois de la physique. Suggérer que la "technologie" peut d'une manière ou d'une autre passer outre les contraintes de la physique ne fait que produire de l'auto-illusion au carré.

La froide réalité

Lorsque l'on s'éloigne des conventions illusoires (et de la foi aveugle dans la technologie) et que l'on regarde derrière l'erreur du PIB, des conclusions très différentes apparaissent.

Pour commencer, sans ce que nous pouvons appeler "l'effet de crédit", la production économique mondiale n'a

augmenté que de 40 % (et non de 110 %) entre 1999 et 2019.

Cela signifie que nous avons fourni 5 % de valeur économique en moins pour chaque tonne de CO² émise, et 9 % de production économique en moins pour chaque unité d'énergie consommée.

Et ce n'est pas tout. Le coût énergétique de l'énergie (ECoE) est la dynamique critique qui détermine la valeur économique que nous tirons de chaque unité d'énergie consommée. Principalement motivés par l'épuisement des combustibles fossiles, les coûts énergétiques ont augmenté (et continuent d'augmenter) sans relâche.

Si nous incluons l'escalade des émissions de CO₂ dans notre calcul, chaque unité de CO₂ émise produira 10% de prospérité matérielle en moins en 2019 qu'en 1999, tandis que la relation entre la prospérité et la consommation d'énergie s'est détériorée de 14% au cours de la même période.

Ce dernier point, en particulier, est évident : si, pour une quantité donnée d'énergie fournie, il faut en consommer davantage dans le processus d'approvisionnement, il en reste moins pour toute autre fin économique.

Ces observations gênantes nous indiquent, entre autres, que nous ne pouvons pas relever les défis environnementaux sans modifier notre comportement et que nous ne pouvons pas réduire la consommation d'énergie sans réduire l'économie.

Si nous intégrons l'ECoE dans l'équation, **deux autres points critiques apparaissent.**

Premièrement, les émissions de CO₂ sont fonction de l'énergie totale que nous utilisons, tandis que la prospérité matérielle est liée aux quantités d'énergie excédentaires (ex-ECoE). Au fur et à mesure que les économies d'énergie augmentent, elles chargent cette équation contre nous.

Par conséquent, une proportion importante - et croissante - des émissions de CO₂ est liée, non pas à la valeur économique que l'utilisation de l'énergie crée, mais à l'énergie qui est utilisée uniquement pour rendre l'offre d'énergie disponible. Nous ne pourrons jamais lutter efficacement contre le changement climatique et la dégradation de l'environnement tant que nous ne tiendrons pas compte de cette "géométrie variable".

Deuxièmement, une évaluation réaliste nous indique également que nous sommes loin du point où nous pouvons utiliser les sources d'énergie renouvelables (ER) comme "solution" aux conséquences environnementales et économiques de l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre.

La transition vers des technologies telles que l'énergie solaire et éolienne nécessitera des investissements considérables, dont le coût a été évalué entre 95 et 110 000 milliards de dollars. L'argent en jeu n'est pas très important en soi. Mais il correspond à de vastes quantités d'acier, de cuivre, de plastique, de lithium et de nombreuses autres ressources nécessaires. La plupart de ces ressources ne peuvent être obtenues que par l'utilisation de combustibles fossiles, ce qui signifie que les coûts d'exploitation des énergies renouvelables sont liés à ceux du pétrole, du gaz et du charbon.

La croissance antérieure de la prospérité des sociétés occidentales s'inverse à partir d'un indice d'efficacité énergétique de 5 % ou moins. Les pays émergents moins complexes commencent à s'appauvrir avant que leur indice d'efficacité économique n'atteigne 10 %. Ce dernier niveau d'ECoE pourrait tout juste être réalisable pour les ER, mais le niveau inférieur d'ECoE requis pour maintenir (sans parler de la croissance) la prospérité occidentale est une chimère.

Ici, une fois encore, nous rencontrons la chimère de la technologie. Le progrès technologique du passé nous a enrichis en augmentant l'efficacité avec laquelle nous utilisons l'énergie elle-même et les autres ressources dont la disponibilité dépend de l'énergie.

Cependant, les possibilités de progrès technologique sont limitées par les caractéristiques physiques de la

ressource elle-même et, en fin de compte, par les lois de la thermodynamique.

En d'autres termes, beaucoup trop de nos attentes quant à ce que la technologie peut offrir à l'avenir reposent sur l'hypothèse fallacieuse selon laquelle nous pouvons extrapoler le progrès technologique au point qu'il dépasse la physique.

Quiconque croit que cela est possible serait mieux employé à écrire de la science-fiction ou à diriger un ministère.

Implications pratiques

Si nous nous libérons une fois des étreintes séduisantes de l'auto illusion financière et technologique, nous sommes en mesure de reconnaître les défis fondamentaux qui ne disparaîtront pas simplement parce que nous nous enfouissons la tête dans le sable.

Notre première observation doit être que la prospérité est constituée de ces choses matérielles - biens et services - dont la fourniture est fonction de l'énergie, et non de notre capacité à injecter toujours plus d'argent dans le système.

Ce lien avec l'énergie est particulièrement important pour la fourniture des biens essentiels, notamment la nourriture et l'eau, le logement, les soins de santé, l'éducation, les transports nécessaires et, bien sûr, l'énergie elle-même.

Même l'examen le plus superficiel nous indique qu'au fur et à mesure que la prospérité continue de se détériorer, au mépris de nos illusions économiques, la proportion de notre prospérité disponible pour toutes les fins discrétionnaires (non essentielles) diminuera.

Si, comprenant cela, vous étiez au gouvernement, votre planification prospective serait certainement axée sur la garantie de la disponibilité et de l'accessibilité financière des biens essentiels pour tous. C'est déjà devenu un facteur critique, car un nombre toujours plus grand de personnes sont aspirées dans des formes d'emploi mal payées et précaires, alors que le coût des produits de première nécessité continue d'augmenter.

C'est là que les plans de fourniture universelle des produits de première nécessité devraient être au cœur du processus politique, tout comme - dans certains pays - la fourniture universelle de soins de santé était l'objectif phare d'une génération précédente de dirigeants politiques.

Si vous étiez dans les affaires et que vous appliquiez cette même compréhension, vous ne miseriez pas sur la croissance. Vous cherchiez plutôt à vous protéger au mieux d'une pression incessante sur la consommation discrétionnaire et à préserver votre entreprise de **la désillusion technologique à venir**.

Nombreux sont ceux qui craignent qu'une crise économique ne soit provoquée par les conséquences inflationnistes de l'injection sans fin de liquidités sur la base du postulat erroné selon lequel "argent égale prospérité".

Ils pourraient très bien avoir raison.

Mais il est tout aussi possible que nous voyions les marchés s'effondrer à la suite d'une prise de conscience soudaine du fait que la consommation discrétionnaire est destinée à se contracter (comme c'est déjà le cas, si l'on exclut les achats financés par la dette), que la croissance perpétuelle des flux de revenus futurs des consommateurs est une illusion, que les prix de l'immobilier doivent revenir à l'équilibre avec les revenus et que notre fascination pour la technologie nous a rendus aveugles aux lois de la physique telles qu'elles s'appliquent à la prospérité, à l'économie et à l'environnement.

La croissance verte est-elle en marche ?

Par **Timothée Parrique**, initialement publié par Uneven Earth 3 mai 2021 Resilience.org

Is green growth happening?

The answer is no. Decoupling will not be enough to ensure ecological sustainability without a downscaling of production and consumption.

April 29, 2021



Si vous suivez les discussions sur le changement climatique, vous avez sûrement entendu parler du découplage. Ce terme fait référence à la possibilité de détacher le produit intérieur de croissance (PIB) des pressions environnementales. La croissance verte dont tout le monde parle aujourd'hui suppose que les activités économiques peuvent être découplées des dommages écologiques.

Les études sur le découplage ne deviennent généralement pas virales, mais l'une d'entre elles l'a fait. En mars 2019, Corinne Le Quéré, du Tyndall Centre for Climate Change Research au Royaume-Uni, et neuf autres chercheurs ont publié dans Nature un article intitulé "Drivers of declining CO2 emissions in 18 developed economies."

Il s'agit d'une étude parmi tant d'autres - 835 pour être précis - selon une revue exhaustive de la littérature. Ce qui rend cette étude particulière, c'est la fréquence à laquelle elle a été citée en ligne pour acclamer la croissance verte. Une lecture attentive de l'article donne toutefois une impression plus nuancée.

Les taux de découplage sont minuscules

L'étude analyse 18 économies développées (Suède, Roumanie, France, Irlande, Espagne, Royaume-Uni, Bulgarie, Pays-Bas, Italie, États-Unis, Allemagne, Danemark, Portugal, Autriche, Hongrie, Belgique, Finlande et Croatie) entre 2005 et 2015, et constate que les émissions ont diminué en moyenne de 2,4 % par an au cours de cette décennie.

C'est minuscule, trois fois moins que la réduction annuelle de 7,6 % des émissions mondiales qui serait nécessaire pour atteindre l'objectif de 1,5 °C fixé par Paris (et ce chiffre est celui de 2019 ; les réductions devraient être encore plus importantes aujourd'hui). Un exemple frappant est celui de la France. L'étude indique que la France a réduit ses émissions basées sur la consommation de -1,9 % par an au cours de la période, alors que la croissance du PIB était pratiquement nulle (+0,9 %). Comparez maintenant ce résultat à l'objectif climatique français, qui est d'atteindre 80 MtCO2 d'ici 2050, soit une réduction de 80 % par rapport aux niveaux d'émissions de 2019.

Le Royaume-Uni est un autre cas d'espèce. Le pays est souvent loué pour avoir réalisé l'expérience de découplage la plus rapide sur Terre. Dans l'étude du Quéré, ses émissions basées sur la consommation ont diminué de -2,1 % par an entre 2005 et 2015, pour un taux de PIB positif d'environ 1,1 %. Le pays s'est engagé à réduire ses émissions de deux fois plus (5,1 % par an). Pour se conformer à l'accord de Paris, le Royaume-Uni doit réduire ses émissions de 13 % par an, dès maintenant et pour les décennies à venir. C'est beaucoup - beaucoup - plus que ce que la croissance verte peut fournir.

Les auteurs eux-mêmes font preuve d'une grande prudence :

"aussi importantes qu'elles aient été, les réductions d'émissions observées [...] sont très loin de la décarbonisation mondiale profonde et rapide du système énergétique qu'impliquent les objectifs de température de l'Accord de Paris, compte tenu notamment des augmentations des émissions mondiales de CO2 en 2017 et 2018, et du ralentissement de la décarbonisation en Europe depuis 2014."

Les données de cette année confirment la précaution des auteurs : la décarbonisation dans de nombreuses économies à revenu élevé a ralenti après 2015.

Le fait que ces taux soient si faibles est inquiétant car nous avons affaire ici aux cas de pays supposés les meilleurs en matière de découplage. Supposer que ces taux peuvent maintenant s'accélérer soudainement reviendrait à attendre d'Usain Bolt qu'il triple sa vitesse de course. Plus improbable encore, il faudrait que tous les pays du monde atteignent le triple de ces niveaux records.

Minuscule est loin d'être suffisant

En mars 2021, les auteurs ont publié une nouvelle étude montrant que 64 pays ont réussi à réduire leurs émissions de CO2 de 0,16 GtCO2 chaque année entre 2016 et 2019. C'est bien, mais là encore, ce n'est pas suffisant. Et ne pas être assez bon a des conséquences désastreuses. Pour être précis, cela représente un dixième de ce qui serait nécessaire au niveau mondial pour atteindre les objectifs climatiques de Paris ; et si 64 pays ont réussi à réduire leurs émissions, 150 autres n'y sont pas parvenus. Ces derniers ont augmenté leurs émissions de 0,37 GtCO2 chaque année. Si l'on met ces deux chiffres ensemble, on se rend compte que les émissions mondiales ont en fait augmenté de 0,21 milliard de tonnes par an.

Cela met la pression sur les économies à haut revenu. Pour que les pays en développement puissent accroître leur empreinte écologique, les nations riches doivent réduire la leur autant que possible. La neutralité climatique au niveau national d'ici 2050 ne suffit pas si nous voulons que les plus pauvres d'aujourd'hui aient la possibilité d'augmenter leur consommation matérielle. Et les taux de réduction de 1 à 3 % dans les pays riches sont loin d'être suffisants pour compenser l'augmentation de l'utilisation des ressources qui a lieu actuellement dans les pays du Sud.

Ce n'est que justice si l'on considère l'historique des émissions. Le Nord est responsable de 92 % de l'excès d'émissions mondiales de CO2 (celles qui dépassent le seuil de 350 ppm). Par exemple, la France a déjà dépassé sa juste part du budget climatique de 29,4 GtCO2. L'étude du Quéré montre qu'elle a diminué ses émissions de 10 MtCO2 chaque année entre 2005 et 2015. À ce rythme, et dans l'hypothèse d'une neutralité carbone, il faudrait près de trois millénaires à la France pour résorber sa dette climatique.

Une croissance verte sans croissance

Les émissions des 18 pays étudiés ont diminué de 2,4 % par an, mais quelle a été l'ampleur de la croissance du PIB pendant cette période ? La réponse : faible. Ces économies ont connu une croissance médiane de +1,1 %. Le Danemark, l'Italie et l'Espagne sont en tête du peloton du découplage avec des réductions annuelles de

carbone de -3,7 %, -3,3 % et -3,2 % respectivement. Toutefois, on peut difficilement parler de croissance verte, car ces économies ont à peine progressé - ou ont même reculé (+0,6 % du PIB dans le cas du Danemark, -3,3 % pour l'Italie et -3,2 % pour l'Espagne).

Les auteurs reconnaissent que cette période n'a rien d'extraordinaire :

"Ces réductions de l'intensité énergétique du PIB en 2005-2015 ne se distinguent pas par rapport aux réductions similaires observées depuis les années 1970, ce qui indique que les diminutions de la consommation d'énergie dans le groupe des pics et des déclin pourraient s'expliquer au moins en partie par la croissance plus faible du PIB."

Ainsi, le document le plus populairement cité pour affirmer qu'une croissance économique sans carbone est possible montre également qu'une partie de la décarbonisation est due au fait qu'il y avait peu ou pas de croissance. Il n'est donc pas surprenant que, à l'aide de simulations, les auteurs estiment que

"si le PIB renoue avec une forte croissance dans le groupe "pic et déclin", les réductions de la consommation d'énergie pourraient faiblir ou s'inverser, à moins que des politiques climatiques et énergétiques fortes ne soient mises en œuvre."

Le développement durable ne se limite pas au carbone

L'étude des auteurs porte sur le carbone, mais le carbone est un problème environnemental parmi tant d'autres. Malheureusement, c'est le seul qui fait l'objet de recherches suffisantes, 80 % des études de découplage se concentrant sur l'énergie primaire et les gaz à effet de serre. Il ne reste donc que quelques études portant sur d'autres aspects du découplage écologique, notamment l'utilisation des matériaux, l'utilisation de l'eau, la modification des sols, la pollution de l'eau, les déchets et la perte de biodiversité.

S'il existe quelques exemples édifiants de découplage en ce qui concerne les émissions de carbone, les études portant sur d'autres indicateurs nous racontent une autre histoire, dans laquelle l'économie reste fortement couplée au débit biophysique. Les matériaux en sont un bon exemple. Si l'économie mondiale s'est progressivement dématérialisée au cours du XXe siècle, cette tendance s'est inversée au cours des deux dernières décennies. Ce seul fait devrait tempérer l'optimisme quant à l'hypothèse d'un approvisionnement illimité en énergies renouvelables, qui, après tout, dépendent de l'extraction de quantités finies de minéraux.

Ce que je veux dire, c'est qu'une économie "durable", au sens où l'on entend ce terme, doit prendre en compte toutes les interactions complexes qu'elle entretient avec les écosystèmes, et pas seulement le carbone. Une économie véritablement durable doit non seulement être neutre en carbone, mais aussi rester dans les limites des capacités de régénération de toutes les ressources renouvelables, dans les limites des stocks acceptables de ressources non renouvelables et dans les limites des capacités d'assimilation des écosystèmes. Bien que la durabilité doive être comprise comme allant bien au-delà de l'état de l'environnement biophysique, il semble évident que vivre dans les limites de la planète est une condition minimale non négociable pour toute forme de prospérité durable.

Découplage temporaire

Atténuer les pressions environnementales dans une économie en croissance n'implique pas seulement de parvenir à un découplage absolu du PIB, mais exige également de maintenir ce découplage dans le temps aussi longtemps que l'économie croît (rappelons que les émissions doivent être réduites d'au moins 7,6 % chaque année à partir de maintenant). En d'autres termes, une croissance économique continue exige un découplage absolu permanent entre la croissance du PIB et les pressions environnementales. Or, de la même manière que la croissance économique et les pressions environnementales peuvent se découpler à un moment donné, elles

peuvent tout aussi bien se recoupler par la suite.

Cela se produit plus souvent qu'on ne le pense. Pensons à l'époque où l'Agence internationale de l'énergie a déclaré que le découplage était "confirmé" après avoir observé un nivellement des émissions mondiales en 2015 et 2016. Pourtant, ce découplage a été de courte durée. En fait, il était principalement dû au fait que la Chine est passée du charbon au pétrole et au gaz au moment même où les États-Unis se tournaient vers le gaz de schiste. Ce changement a été temporaire. Ensuite, la croissance économique s'est recouplée avec les émissions de carbone.

Des situations de recouplage peuvent également se produire avec les énergies renouvelables. Au cours de la décennie 2005-2015, l'Autriche, la Finlande et la Suède ont rendu leur bouquet énergétique plus écologique et, par conséquent, ont réduit leurs émissions. Mais une fois ce virage effectué, la poursuite de la croissance nécessitera une expansion de l'infrastructure énergétique, ce qui impliquera des pressions environnementales supplémentaires. C'est d'ailleurs ce qui s'est passé après la période étudiée. L'Autriche a diminué ses émissions de -0,6 % en 2006-2010 et de -1,6 % en 2011-2015, mais les émissions sont redevenues positives de +0,3 % en 2016-2019. Une histoire similaire s'est déroulée en Finlande et en Suède ; les taux de réduction se sont accélérés entre 2006 et 2015, mais ont ralenti par la suite.

Certains commentateurs ont émis l'hypothèse que le retour de la croissance économique après la pandémie serait vert, ou du moins, plus vert. Pourtant, les émissions mondiales de dioxyde de carbone liées à l'énergie sont en passe de faire un bond de 1,5 milliard de tonnes en 2021 - la deuxième plus forte augmentation de l'histoire - annulant ainsi la majeure partie du déclin causé par la pandémie. La leçon à tirer de la crise de la couronne est la suivante : de légères oscillations d'un battement écologique léger à un battement écologique lourd ne suffisent pas - nous devons transformer radicalement et immédiatement l'économie.

Avons-nous besoin de politiques environnementales ?

Oui, nous en avons besoin et le document du Quéré est clair à ce sujet. Nous avons besoin de politiques énergétiques et climatiques, "en particulier si la croissance du PIB augmente", écrivent les auteurs. Mais que se passerait-il si le plafonnement du PIB était lui-même considéré comme une politique climatique acceptable ? C'est l'idée de la décroissance. Étant donné que le PIB reste fortement couplé aux émissions de carbone et à d'autres pressions environnementales, un bon moyen de limiter le naufrage écologique est de fixer des limites à l'échelle de l'économie. Si les émissions de carbone ont diminué de -2,4 % pour une augmentation de +1,1 % de la croissance du PIB, imaginez à quelle vitesse elles pourraient être réduites si la croissance économique n'était pas privilégiée par rapport aux risques impensables d'effondrement écologique.

Nous savons que l'arrêt de la machine à croissance entraîne des réductions drastiques des émissions, car c'est ce qui s'est passé pendant la pandémie. Le ralentissement de l'activité économique a conduit à une réduction historique des émissions mondiales : -7% par rapport à 2019. Ce qui s'est passé à travers la crise pourrait aussi avoir lieu de manière plus encadrée sous la forme d'une prospérité sans croissance dans les pays consommant plus que leur juste part du budget carbone mondial. Bien sûr, le PIB est un indicateur, pas un bouton politique. Il est donc nécessaire de mettre en place une diversité de politiques axées sur la suffisance qui limiteront la production et la consommation, ainsi que la finance spéculative, en particulier dans les secteurs à forte intensité de ressources naturelles.

Nous devrions cibler les émissions là où elles se trouvent actuellement, tout en veillant à ce que les gains d'efficacité ne soient pas annulés par une augmentation de la demande en raison d'effets de rebond. Par exemple, nous pourrions faire décroître l'aviation en fixant des quotas aéroportuaires sur le nombre de vols par jour, en limitant la construction de nouveaux aéroports et de nouvelles pistes, et en introduisant une taxe pour les grands voyageurs (c'est-à-dire que vous bénéficiez d'un premier vol gratuit tous les trois ou quatre ans, mais que le deuxième vol est soumis à une taxe, dont le montant double pour chaque vol supplémentaire). Au lieu d'espérer que l'expansion du secteur de l'aviation se dissocie des dommages planétaires, nous pourrions limiter

l'ampleur de ce secteur pour réduire directement ses émissions.

Le découplage ne suffit pas

En résumé, Le Quéré et al. (2020) font état d'un découplage observé dans 18 pays développés entre 2005 et 2015. Mais il y a quelques mises en garde. Premièrement, les taux de découplage sont loin de permettre d'atteindre les objectifs climatiques nationaux, même les plus modestes. Deuxièmement, ils sont encore plus insuffisants si l'on considère les efforts de redistribution requis pour parvenir à la justice climatique. Troisièmement, une partie de ce découplage s'explique par les faibles taux de croissance économique. Quatrièmement, la période d'étude est limitée et rien ne garantit que le découplage qui a pu se produire ne se reproduira pas ultérieurement. Et enfin, l'analyse ne porte que sur le carbone et ne tient pas compte des autres pressions environnementales.

Alors, la croissance verte existe-t-elle ? La réponse est non, pas vraiment. À ce jour, la croissance économique reste un vecteur d'utilisation des ressources et de dégradation de l'environnement. Dans les pays à revenu élevé, la poursuite d'une croissance supplémentaire pourrait même ne pas être bénéfique sur le plan social, surtout si elle s'accompagne d'un creusement des inégalités. Compte tenu de la demande croissante de ressources dans les régions les plus défavorisées du monde, l'obsession permanente de la croissance dans les nations déjà riches devient intenable.

Le découplage n'est tout simplement pas suffisant. Au lieu de s'efforcer de "verdir" des économies en expansion, nous devrions réorienter la tâche en mobilisant des stratégies axées sur la suffisance, comme la décroissance et la post-croissance. En fin de compte, l'efficacité et la suffisance sont toutes deux nécessaires. Une chose est claire : nous devons nous débarrasser de la mentalité de la croissance à tout prix, qui sacrifie la santé sociale et écologique pour privilégier le PIB avant tout.

▲ RETOUR ▲

Cri de colère contre les sciences économiques

Par biosphere 2 mai 2021



Diplômé en sciences économiques, enseignant en sciences économiques et sociales, conscient de l'urgence écologique, je (Michel Sourrouille) constate le gouffre qui existe entre les universitaires spécialisés en économie et les réalités de notre temps, y compris climatique. Voici quelques explications :

[Stéphane Lauer](#) : « Il est étrange de constater que le dérèglement du climat, essentiellement alimenté par les émissions de CO₂, et donc directement liées à l'activité économique, ne soit pas davantage au cœur de la réflexion macroéconomique. Sur les 77 000 articles publiés par les revues académiques les plus réputées en économie, seuls 57 concernaient le thème du changement climatique, soit une proportion de 0,074 %. L'augmentation des températures, la disparition des espèces, la multiplication des catastrophes naturelles auront des impacts gigantesques sur la stabilité de l'économie mondiale. Ne pas les intégrer dans la réflexion macroéconomique revient à travailler dans un univers parallèle, qui sera de moins en moins utile à la prise de décision politique et à celle des dirigeants d'entreprise. »

L'origine du problème vient du manque d'interdisciplinarité d'une approche néolibérale (lois du marché naturel, système concurrentiel, abondance des ressources, etc.). Les sciences économiques n'ont pas encore changé de siècle, mais comme on a échafaudé des montagnes de théories qui servent à justifier les politiques économiques d'aujourd'hui, cette idéologie fait encore la loi. Par exemple [William Nordhaus](#), couronné en 2018 par le prix de la Banque de Suède en sciences économiques (l'équivalent du prix Nobel), prône une poursuite d'un modèle de croissance qui conduirait à un réchauffement de 3,5 °C en 2100, quand l'accord de Paris vise un objectif de 2 °C.

Voici quelques extraits du blog biosphere qui cernent les termes du débat.

[L'invention de l'écologie politique... en 1957](#)

Le premier auteur à avoir employé l'expression « écologie politique » semble avoir été Bertrand de Jouvenel en 1957. Il précisait : « **l'instruction économique devrait toujours être précédée d'une introduction écologique** ». *En d'autres termes, on ne peut pas être un bon économiste si on n'est pas d'abord un bon écologiste. Résumons l'analyse de Jouvenel : « Aussi bien qu'un organisme inférieur, la plus orgueilleuse société est un parasite de son milieu : c'est seulement un parasite intelligent et qui varie ses procédés... Avant de parler de l'organisation des hommes pour l'obtention de biens, il faudrait montrer que ces biens sont obtenus à partir de l'environnement naturel et que, dès lors, l'organisation dont il s'agit est essentiellement une organisation pour tirer parti de l'environnement. »*

[Croissance, un objectif économique complètement débile](#)

Au début des années 1970, l'idiotie de la croissance économique n'était encore perceptible par personne. Étudiant en faculté de sciences économiques entre 1967 et 1971, j'en sais quelque chose. Tout autour de moi on ne jurait déjà que par la croissance, les « Trente Glorieuses ». C'est idiot, c'est un déni de réalité. Le 15 Juin 1972, je découpe un article sur le cri d'alarme de Sicco Mansholt, président de la commission du Marché commun : « *La race humaine, menacée par la pollution, l'accroissement démographique et la consommation désordonnée de l'énergie, doit modifier son comportement, si elle veut tout simplement ne pas disparaître... La grande crise devrait culminer autour de l'an 2020.* » ([Michel Sourrouille](#))

[Les sciences économiques, art des lignes géométriques](#)

Octobre 1970, je commence ma quatrième année de sciences économiques, option économétrie. L'idiotie de la croissance économique n'est encore perceptible par personne. Pourtant Pierre Massé, du commissariat au plan, nous explique que si la production continue de progresser à son rythme actuel, elle conduirait à doter en 2070 chaque Français d'une centaine d'automobiles et à fabriquer avant l'an 3000 un volume de produits manufacturés dépassant celui de la Terre, de la Lune et de Vénus réunis. ([Michel Sourrouille](#))

[Alerte, les économistes déconnet grave](#)

Les économistes peuvent-ils sauver la planète ? C'est comme si on demandait à un pyromane de bien vouloir éteindre l'incendie qu'il a allumé. Les sciences économiques se sont profondément transformées depuis le

XIXe siècle en se désencastrant de la Nature et en pensant possible une croissance endogène illimitée autoentretenu. Or c'est non seulement dans la société, mais aussi dans la biosphère que doit s'insérer l'économie, non pas pour en devenir la docile servante, mais pour inscrire résolument ses analyses dans les limites planétaires. L'économie écologique ([économie biophysique](#), ou [bioéconomie](#), ou [reproduction durable](#)) doit nous aider à déployer des pratiques réellement économes au sens premier du terme, « économiser.

[Malheureusement il n'y a nulle science de l'humain](#)

Il n'y a pas de sciences économiques, il n'y a qu'économie politique. Il n'y a pas de science sociologique, il n'y a que les multiples façons d'observer les multiplicités contradictoires du comportement humain. Il n'y a pas de sciences politiques, il n'y a que les différentes façons de manipuler les foules pour garder ou prendre le pouvoir.

[L'éducation à l'écologie, déprimante et si nécessaire](#)

Valérie Masson-Delmotte : « *Le temps consacré à l'enseignement en relation avec les deux enjeux vitaux à l'échelle planétaire, l'effondrement de la biodiversité et le changement climatique, apparaît très insuffisant au collège comme au lycée.* »

[un enseignement économique et social \(SES\) aux ordres](#)

Le ministre de l'éducation, Jean-Michel Blanquer, demande une réécriture des programmes de sciences économiques et sociales (SES). Il désignait le 3 juillet 2018 l'objectif : « *Si l'approche pluridisciplinaire (des SES), qui s'appuie sur les sciences sociales, a tout son sens, il convient de renforcer les approches microéconomiques, nécessaires pour comprendre les mécanismes fondamentaux* ». *Les regards croisés entre économie, sociologie et sciences politiques, les trois piliers de la matière, seront limités au maximum.* » Nous sommes en 2021, et l'aveuglement volontaire de nos « élites » perdure...

▲ RETOUR ▲

35 ANNÉES

1 Mai 2021 , Rédigé par Patrick REYMOND

Pour revenir à une source que [j'avais déjà cité](#), et pour rafraîchir les mémoires, je vais reparler du charbon des USA.

Officiellement, les réserves y sont de 250 ans au rythme actuel, mais il y a un hic visible. En même pas une décennie, la production a baissé de moitié, et si il existe parfois des consolidations (il y en aura certainement une cette année), la tendance est clairement à la baisse.

En réalité, les réserves exploitables, notamment la plus importante, celle de la powder river basin, n'est visiblement qu'une petite fraction des dépôts de charbon, soit 35 années au rythme actuel, un rythme qui n'a guère de chance de pouvoir se maintenir, pour une bonne raison, les compagnies qui exploitent ce charbon sont en difficulté financières. Des difficultés non-amendables, pour une bonne raison, c'est que quelque fut le coût de ce charbon, il n'est pas rentable.

Seul est rentable le charbon sidérurgique, et c'est 1/10 de la production mondiale. le charbon thermique, destiné aux centrales électriques, lui, ne l'est pas. Il le faut en grosses quantités, certes, mais à bas coût. La production d'acier n'a pas encore ces contraintes, il y a élasticité du prix, qui n'existe pas dans la production électrique.

le United States Geological Survey, ou USGS estime les réserves, en 1974, à 250 ans (c'était déjà il y a 50 ans, pour une production égale à celle de 2020. Mais on oublie déjà, souvent, de décompter le temps qui passe, et ici,

c'est 50 ans (environ), avec, en plus, une production qui a été beaucoup plus importante.
Une autre estimation (2007), ne donne plus que 100 ans, et une autre, de 2015, 40 ans à 35 ans à partir de 2020.

Ils montrent que la majeure partie du charbon qui se trouve dans le sous-sol est en réalité inexploitable dans des conditions techniques et économiques raisonnables.

- *Compte tenu du charbon extrait, il reste 1 148 milliards de tonnes.*
- *Sur ce total, à peine 162 milliards de tonnes se présentent en couches assez épaisses et assez près de la surface pour être techniquement exploitables.*
- *Et au final, à peine 25 milliards de tonnes sont économiquement exploitables au prix actuel du charbon.*

Ceci, pour la powder river basin, le plus important gisement US. Sans doute, les 3/4 des réserves et pas loin de la moitié de la production.

[Autre son de cloche :](#)

"Les données du BGR ne couvrent que la ressource en place, sans tenir compte des quantités réellement exploitables. Elles donnent donc une idée très exagérée de ce qui est réellement disponible. Le GIEC base pourtant son analyse sur ces données. Celles du WEC souffrent d'un manque de standardisation des rapports et d'une tendance de certains pays à surdéclarer leurs réserves pour des raisons stratégiques, ce qui le rend également discutables."

En Allemagne, par exemple, on est passé de 23 milliards de tonnes (23 000 millions) en 1999 à 183 millions de tonnes exploitables en 2004.

Région productrice	Prod. Cumulative (en gigatonnes)	Prod. cumulative en pourcentage de l'estimé initial	Date de l'estimé initial	Année du t90
Grande-Bretagne	27,5	18 %	1871	1973
Allemagne	12,1	5 %	1913	1985
France et Belgique	7,2	23 %	1913	1970
Pennsylvanie	5,0	42 %	1921	1952
Japon et Corée	3,6	21 %	1936	1986

Voilà, le montant réel des [productions charbonnières](#) en pourcentages des réserves initiales. La fin des mines arrive bien avant leur épuisement. L'épuisement est économique avant d'être géologique.

Pour la powder river, 2 % des réserves seraient récupérables.

RIRE

On veut sanctionner des militaires qui OSENT parler d'un coup d'état, pendant ce temps là, à Valence des bandes se tirent dessus à l'arme de poing.

La police dit qu'elle n'a reçu aucun appel ? Ou elle n'a pas voulu en tenir compte. Comme pour le reste, on s'en occupera APRES ?

Ou jamais ? Parce que dans les banlieues, ça fait belle lurette qu'on entend le silence médiatique sur les fusillades.

Médias achetés, par le gouvernement, et par William Gates, et dont l'indépendance est donc, égale à zéro. Dictature dit Lalanne ? Il vient de s'en apercevoir ? La dictature était déjà présente, mais moins visible pendant la crise d'hystérie de l'élection présidentielle de 2002. Et visiblement les gens aimaient ça. Une phrase avait été sortie sur l'occupation en France. Il était dit qu'elle serait acceptée avec le plaisir si l'abondance matérielle en avait découlé. C'est ce qu'a fait l'empire global. Mais seulement, maintenant, c'est le vieux paradigme. L'économie de marché, c'est pour la plupart des gens, un resserrage de ceinture continue. Et Une propagande de plus en plus impérieuse et intolérante.

En même temps, l'impact que ce soit des césars ou des discours présidentiels, s'effondre.

Historiquement, l'économie de marché, c'est une famine de grande durée en Inde. De 1750 à 1947, ininterrompue, contre une par siècle avant.

Le bilan ? Selon les historiens britannique, la fourchette basse est à 60 millions de morts (famine de plus de un millions de morts) à 100 millions, et la fourchette haute, celle qui est vraisemblable, de un milliard de mort en 200 ans, soit la bagatelle de 5 millions par an, et collectivement, une solution a été trouvée, une natalité de combat.

Pour les USA, les années 1930 comportent une anomalie de 10 millions de personnes. On ne sait pas ce qu'ils sont devenus, ou plutôt si. Les vieillards (à partir de 40 ans) et les enfants sont morts sur le bord de la route, de faim, et y ont été enterrés, sans déclaration, a des autorités locales qui se contrefichait de tous ces paysans expulsés parce que les prix agricoles avaient baissé de 90 %.

L'économie de marché, c'est la guerre, la famine, les pandémies.

EMPIRE BANANIER

Il n'y a pas que les Zusa qui soient une république bananière. Comme le dit Rhett Butler dans un film censuré aujourd'hui, "nous n'avons que de l'arrogance".

« En règle générale, une république bananière se caractérise par une société de classes sociales extrêmement stratifiées, généralement une importante classe ouvrière appauvrie et une ploutocratie de classe dirigeante, composée des élites du monde des affaires, de la politique et des forces armées de cette société ».

"Comme toutes les républiques bananières, l'économie et la structure sociale des États-Unis sont en voie de perdition, et les chances pour Biden & Cie d'inverser le cours inévitable des événements sont quasi nulles".

La monoproduction des Zusa c'est le dollar.

Pour une comptabilité basique, mais très efficace, le plan Biden, c'est 1900 milliards, dépensés pour obtenir une croissance de 1300, avec, bien sûr, tout ce qui a été dépensé AVANT. Donc, contrairement à ce qu'il dit, le ruissellement fonctionne, mais pour 10 \$ lancés dans la bataille, il y en a bien moins qui tombe en bas. Disons 1/10. Le reste est en apesanteur.

Le pib, décorrélé de l'économie réelle dès le début 1970 se continue. L'impression d'une monnaie de singe compense, un temps, sa diminution. L'envolée des coûts, logements, soins de santé donnent un niveau plus élevé comptablement, mais renchérit tout. Le kilomètre de la dernière ligne de métro à NY coûte 2 milliards, contre 350 millions ailleurs. Simple argutie comptable dont les plus riches profitent.

Trucage des élections, l'audit se déroule en Arizona, et Giuliani est perquisitionné par le FBI qui ne veulent pas les disques durs d'hunter Biden. Dès fois qu'ils trouveraient quelque chose...

En France, on parle de peur du putsch, et de guerre civile. Pour ce qui est de la guerre civile, il faut être sacrément aveugle pour ne pas voir qu'elle a déjà commencé.

A LA CASSEROLE ! COURRIERS DE LECTEURS...

"Pour Paris, je me suis livré à un petit calcul.

En décembre dernier, la Mairie de Paris annonçait avoir perdu 800 millions d'Euros en 2020, entre les recettes perdues et les dépenses supplémentaires, notamment sociales. La Ville de Paris a le double statut de commune et de département. Et au titre de ce dernier, elle paie le RSA.

Ce qui fait en moyenne 80 millions par mois, la crise sanitaire ayant commencé en mars 2020.

La Ville annonçait également une explosion du nombre d'années nécessaires pour se désendetter, appelée capacité de désendettement, à 18,58 années. Voir le Budget Primitif 2021 - Rapport budgétaire mis en ligne ici.

Or d'après ce site :

« En moyenne, une collectivité emprunte sur des durées de 15 années. Ainsi, une collectivité qui a une capacité de désendettement supérieure ou égale à 15 ans est déjà en situation critique. On considère généralement que le seuil critique de la capacité de remboursement se situe à 11-12 ans. »

Ce seuil critique est largement dépassé à Paris, et depuis plusieurs années.

Chose aggravante pour la Ville de Paris, elle n'a plus de marge de manoeuvre. L'utilisation des loyers capitalisés se termine et la Ville a déjà rogné sur les dépenses d'entretien. Ces mesures sont prises depuis 2016. Début avril 2021, la Mairie de Paris a annoncé avoir perdu plus d'un milliard d'Euros, ce qui confirme ce chiffre (80*3=240 millions à ajouter aux 800 millions perdus en 2020).

Ce qui veut dire que chaque mois qui passe, la Ville de Paris perd 80 millions d'Euros de plus. Et comme la reprise risque de prendre du temps, il va falloir compter sur encore plusieurs mois de pertes, peut-être pas toujours à 80 millions d'Euros par mois, mais quand même.

La question est : combien de mois la Ville de Paris peut-elle encore tenir à ce rythme avant que ses finances ne soient mises sous la tutelle de l'état ?

Avec un tourisme durablement en berne, qui représente environ 15 % de l'activité économique, le modèle économique de la Mairie est bouleversé."

Tout est dit, le modèle économique de la ville est brisé. La baisse des taux d'intérêts a été utilisée pour faire appel à un endettement croissant, sans aucun souci de l'avenir. Les taux d'impositions, en taxes foncières et taxes d'habitations étaient pour la valeur supposée des immeubles, très faibles. Le taux sur le non bâti, lui, est ridicule. Donc, il y a une marge ENORME pour l'augmentation des taxes. TH et TF étaient souvent dix points en dessous de ceux des villes, grandes et petites, et les parisiens sont loin de payer le coût des transports publics.

Pour Contrexéville, autre courrier, mais même tonneau :

"Bonjour,

Je voulais apporter un commentaire personnel sur ce qui se passe dans ma commune natale. Le maire-conseiller départemental actuel de Contrexéville, M. Luc Gerecke, a augmenté la taxe foncière de 200%... Ca a été un choc pour les pauvres propriétaires qui n'ont rien vu venir.

Evidemment, un lecteur du blog lachute aurait anticipé la catastrophe liée aux gabegies des maires précédents". Notamment l'endettement de la commune l'ancien maire, retourné à ses fonctions de journaloux.

Projets pharaoniques, laids, station thermale rénoverée... Avec des retombées qui ne viennent pas. Le dit investissement n'apportant pas les ressources supplémentaires...

"A noter que la commune fourmille d'associations grassement subventionnées mais ça c'est d'un banal...

Mais passons aussi sur les recettes de la commune: celle ci est dotée de sources d'eau minérale qui ont, grâce à un ancien député-maire un peu moins sot, S.Beltrame, bénéficié d'une manne sur la richesse du sous-sol. En effet, il avait fait voter une loi pour redistribuer une fraction symbolique d'argent sur chaque col embouteillé. Du dutch disease en perspective... Ce qui a effectivement rempli la trésorerie de la ville de manière assez outrancière."

Changement avec le rachat de Perrier par Nestlé. En effet, la boîte rachetée étant priée de payer son rachat, le citron a été compressé, rendement et dégraissage, chantage délocalisation... (Un aqueduc était prévu...)

"Il y a aussi une autre source de revenu qui provient du groupe Partouche possesseur heureux du casino de la ville. Je pense que la fréquentation dudit casino n'était pas très importante suite à la baisse de fréquentation de la station thermale, j'imagine que depuis mars dernier elle a du friser le zéro ! Tant pis pour les bandits manchots ! A noter qu'il y a aussi 2 transporteurs routiers implantés sur le territoire communal et quelques PME industrielles assez actives (et dont l'activité ne sera pas impactée par le Covid).

Le coup de grâce est survenu avec la suppression pure et simple de la taxe d'habitation car la commune compte beaucoup de logements sociaux et de locataires dedans. Et je dois dire que les taxes étaient assez élevées par rapport à des communes de tailles similaires. Et du coup, il a décidé de rafler le magot des propriétaires... Pas très subtil, mais le ver était déjà dans le fruit depuis le début. Une ville avec des recettes énormes puis un pied nickelé bétonneur qui a réussi le tour de force de l'endetter...

Mais cette histoire peut arriver partout en France, je pense."

Là aussi, modèle économique défaillant, effets pervers de la suppression de la taxe d'habitation. Désormais, il vaut mieux habiter dans une commune SANS logements locatifs, surtout si ceux-ci sont exonérés de TF sur longues périodes. Mais aussi, il vaut mieux éviter les communes avec beaucoup de logements vides, ceux-ci pouvant être exonérés aussi... Le "Zeureux propriétaire" devant donc, compenser non seulement sa propre taxe d'habitation, mais aussi celle des voisins moins bien lotis (c'est le cas de le dire).

Pour les subventions, on parle de clientélisme local, souvent droahdelomistes.

Pour ce qui est des multinationales, les communes ont peu de moyens pour lutter, et souvent, ne le veulent pas. Il faudrait que les maires soient incorruptibles, ce qui est loin d'être le cas, et les multinationales pensent fortement qu'il vaut mieux entretenir, impressionner, intimider une pute, pardon, un maire qu'une commune, c'est toujours moins coûteux.

Mais, comme il n'y a pas de cerveau à l'Elysée depuis longtemps, on ne pense pas aux effets pervers des mesures, à la politique perverse aussi des maires qui se sentent obligés "d'investir", enfin, de casser et de reconstruire pour faire fonctionner le BTP, avec une mention spéciale d'honorabilité pour les mairies nouvellement RN, qui n'étaient pas dans la combine. (la mayonnaise met du temps à prendre).

On peut penser que si bien des maires avaient un cerveau, ils réduiraient les travaux au minimum, se désendetteraient, ce n'est pas à eux de soutenir la conjoncture, ils n'en ont pas les moyens, mais les gouvernements successifs, eux, veulent qu'ils continuent à dépenser "infrastructures" et réduisent leurs charges de personnels sous statut, chose possible parce que l'inflation, en la matière a été importante, mais très lente.

Là aussi, on a un classique, une commune qui se croyait riche, et qui l'était, qui n'a pas su gérer sa bonne fortune, la croyant éternelle.

On constate aussi l'existence de maires-bredins qui ne savent pas dans quel monde ils vivent, incultes, croyant que le futur va reproduire le passé.

Le recours l'endettement a un effet connu des comptables. Un effet de levier, et quand il ne se produit pas, un effet de massue.

Quand aux PME non impactées et dynamiques, elles seront priées de payer pour les conneries multiples des élus.

Comme je l'ai dit, les maires RN, nouvellement élus il y a 6 ans, n'avaient pas d'antécédents, donc pas d'obligations envers le BTP, ni les mythiques associations, et ont simplement été révolutionnaires, elles ont gérés en père de famille, loin des délires souvent associés à la fonction... Baisse de la fiscalité et désendettement, on voit bien là une marque de l'extrême droite. Les électeurs, souvent, ont vu autre chose, qu'on arrêtaient -un peu- de leur prendre du pognon, pour le distribuer et pas forcément à des gens à qui allaient leur sympathie, comme par exemple, l'école d'arts plastiques... C'est sympa, une école d'arts plastiques, mais est ce à une municipalités de l'entretenir et toutes ces associations est ce à elle de les maintenir en vie alors qu'elles ne sont jamais capables de devenir indépendantes ? C'est si facile de tendre la main.

J'ai une proposition du tonnerre pour tous les autres nouveaux maires : si vous arrêtiez de prendre du pognon pour le distribuer ?

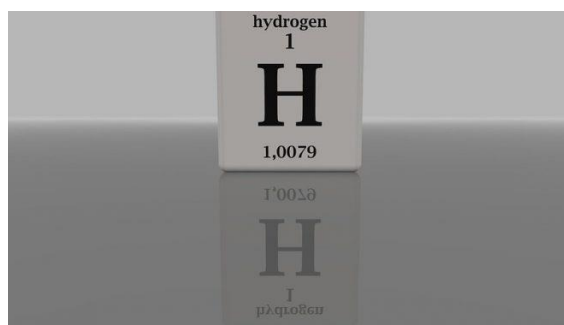
Pour parler encore plus clairement, et si les maires arrêtaient de vouloir pêter plus haut que leur cul avec le pognon des autres ??? Notamment en étant garant sous leurs propres deniers... Je sais, ça fait trop romain.

▲ RETOUR ▲

.Hydrogène bas carbone : 7 milliards pour réinventer l'eau chaude...

Par Michel Gay et Christian Bailleux. Contrepoints.org 3 mai 2021

Selon l'étude de RTE, le développement de l'hydrogène bas carbone par électrolyse peut attendre, sauf si la France souhaite se ruiner.



Selon [l'étude de RTE](#) (Réseau de transport de l'électricité) de janvier 2020, le développement de l'hydrogène bas carbone par électrolyse [peut attendre](#), sauf si la France souhaite se ruiner et réinventer l'eau chaude puisque [cette voie hydrogène a déjà été étudiée, testée, et abandonnée](#).

Perte de mémoire

L'omission de recherches bibliographiques d'organismes tels que France Hydrogène (nouvelle appellation de l'AfHypac depuis fin 2020) ou l'ADEME conduit à refaire des études déjà réalisées et à relancer des projets techniques abandonnés ayant abouti à des impasses techniques et/ou économiques.

Chaque nouvelle génération veut réinventer le monde et dédaigne les travaux qui ont fait la fierté de la génération précédente, surtout s'il s'agit de profiter des [sept milliards d'euros](#) promis par le gouvernement pour développer l'hydrogène...

Certes, certaines recherches sur l'hydrogène pourraient permettre de sortir de l'ornière des projets qui végètent toujours après quelques décennies.

Mais ce nouvel engouement n'a-t-il pas plutôt pour objectif d'engranger des subventions faciles en répondant au besoin de rêve des Français, [faciles à duper quand il s'agit de sciences](#) ?

Le serpent de mer de l'hydrogène bas carbone

L'hydrogène bas carbone [n'est pas une nouveauté](#). Depuis l'Antiquité, il était connu que des bulles inflammables s'échappaient de l'eau au contact d'un fer rouge.

Ces exhalaisons ne furent nommées *hidrogéne* (puis hydrogène : engendrant l'eau) que le 2 mai 1787 par Guyton de Morveau et Lavoisier, devant l'Académie des sciences à Paris le 15 janvier 1784.

L'hydrogène est ensuite devenu ce rebelle multi-centenaire, dont l'énergie « propre » issue de l'eau doit sauver l'humanité de la pénurie d'énergies fossiles (pétrole, gaz, charbon) depuis plus d'un siècle ([Jules Verne](#)).

Pour des raisons le plus souvent écologiques, quelques [idéalistes politiques](#) remettent régulièrement à la mode le serpent de mer hydrogène comme vecteur énergétique malgré les avertissements de [quelques spécialistes](#) du sujet.

La première décomposition de l'eau par l'électricité est attribuée à deux chimistes hollandais en 1789, à l'aide d'un générateur électrostatique puis, en novembre 1801 à Paris, [l'Italien Volta](#) fit avec sa pile la première présentation officielle en France du procédé d'électrolyse de l'eau à Napoléon Bonaparte, Premier Consul.

Le commandant Charles Renard construisit en **1890** à Chalais-Meudon la première unité industrielle d'électrolyse de l'eau (48 électrolyseurs ; puissance totale 40 KW) **pour le gonflement de ses dirigeables**.

En 1900, six installations d'électrolyse produisent de l'hydrogène et de l'oxygène en Europe (Rome, Bruxelles, Lucerne, Montbard) principalement pour la soudure oxyhydrique.

Puis en 1912, la première grande unité d'électrolyse industrielle d'une puissance de plusieurs mégawatts (MW) est construite à Bromborough en Angleterre par une filiale d'Unilever pour l'hydrogénation des corps gras.

Pendant la guerre de 1914, la société Air Liquide conçoit et réalise des installations d'électrolyse pour gonfler à l'hydrogène des ballons de la Marine nationale à Cherbourg et à Toulon.

Juste avant la guerre de 1914, [Fritz Haber](#) met au point son procédé de synthèse de l'ammoniac à partir d'hydrogène issu du charbon (dit « *gaz à l'eau* ») permettant à l'Allemagne la fabrication d'acide nitrique pour les explosifs, en remplacement du nitrate contenu dans le Guano importé du Chili.

La France recevra le procédé Haber en 1918 à titre de dommage de guerre, d'où la création de l'usine ONIA de Toulouse, devenue AZF, célèbre par l'explosion de son stock de nitrate d'ammonium le 21 septembre 2001.

Pour fournir l'hydrogène nécessaire à la synthèse de l'ammoniac, de nombreuses usines d'électrolyse de plusieurs centaines de MW sont mises en service entre 1930 et 1960 ; elles sont toujours liées à la construction de grandes installations hydroélectriques.

Des électrolyseurs sont aussi développés en France par la Société SRTI pour les sous-marins nucléaires (le Redoutable est mis en chantier en 1963).

L'hydrogène bas carbone aujourd'hui

Un million de tonnes (Mt) d'hydrogène est aujourd'hui produit annuellement en France.

Seuls 5 % de la production sont obtenus par **l'électrolyse chlore-soude**, dont l'hydrogène est un sous-produit. C'est la seule électrolyse incontournable qui fournit l'essentiel de l'hydrogène par électrolyse dans le monde.

Le reste, soit environ 95 %, est produit à partir du gaz naturel (méthane) en utilisant la méthode appelée « *vaporeformage* » et, jusqu'à récemment, cette production émettait 10 Mt de CO₂, soit environ 2 à 3 % des émissions nationales (440 Mt CO₂) pour des usages industriels non énergétiques (raffinage du pétrole, engrais, synthèse du méthanol notamment).

Mais, attention ! Pour les synthèses de l'engrais et du méthanol, ces émissions de CO₂ sont en cours de disparition.

En effet, l'évolution actuelle de la technologie de fabrication des engrais à partir de gaz naturel (méthane) privilégie aujourd'hui **l'urée** ce qui évite tout rejet de CO₂ dans l'atmosphère.

De plus, l'excès d'hydrogène apporté par ce nouveau procédé permet de fournir le complément nécessaire à la synthèse du méthanol, rendant ainsi cette nouvelle synthèse « carbo-neutre ».

Ces nouveaux procédés commencent à être mis en œuvre au niveau mondial.

Prochainement, il n'existera donc plus qu'une seule production d'hydrogène avec rejet de CO₂ à l'air : celle de la **désulfurisation du pétrole** qui diminuera naturellement avec la baisse de consommation des carburants d'origine pétrolière.

Toutefois, la transformation du bio-gaz en bio-méthane, peut nécessiter un traitement à l'hydrogène pour l'élimination des composés soufrés.

En France, les orientations publiques ([loi énergie-climat](#), programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE), et stratégie nationale bas-carbone (SNBC)) visent à convertir uniquement la production conventionnelle de l'hydrogène « fossile » pour l'industrie vers un mode décarboné, via l'électrolyse de l'eau grâce à notre électricité déjà décarbonée à 93 % principalement grâce au nucléaire.

Mais le gouvernement, l'ADEME et RTE se sont-ils aperçus que l'affaire des émissions de CO₂ dues à la production d'hydrogène pour la chimie est maintenant réglée grâce à ces nouveaux procédés ?

Puisque le passage à l'hydrogène bas-carbone dans l'industrie est en cours par l'actuelle modification des processus chimiques, comment se justifie encore l'intérêt actuel pour l'hydrogène « décarboné » par électrolyse ?

S'agirait-il de l'injecter dans le réseau de gaz naturel ?

Réinventer l'eau chaude

L'injection de l'hydrogène dans les réseaux gaziers a déjà une longue et édifiante histoire.

À partir du Second Empire, toutes les grandes villes du Sud-Ouest, dont Toulouse se sont dotées d'usines à « *gaz de ville* » dont les deux composants principaux étaient l'hydrogène et l'oxyde de carbone, dont le pouvoir calorifique de l'ensemble est deux fois inférieur à celui du méthane.

Puis, après la guerre, la distribution du **gaz naturel** (appellation commerciale géniale pour désigner du **méthane**) plus performant s'est progressivement généralisée, éliminant l'hydrogène.

Il est à noter qu'il existe un réseau de distribution d'hydrogène de près de 1000 km couvrant le Nord de la France, la Belgique, la Hollande et la Rhur (Allemagne) qui dessert de nombreux industriels. Il s'agit là d'hydrogène industriel pour la métallurgie, verrerie, etc. impropre aux synthèses chimiques où une grande pureté est nécessaire pour éviter l'empoisonnement des catalyseurs.

Des études sur l'**hydrogène « énergie »** (et non plus simplement comme intrant pour l'industrie) réapparaissent principalement en août 1972 avec le rapport de 420 pages de *l'American Gas Association* (AGA) consécutif à la publication de prospectives alarmistes sur l'épuisement rapide des ressources pétrolières. Il couvre les aspects productions, transports, stockage, utilisations, sécurité, juste avant le premier choc pétrolier de 1973.

En réaction, la Commission des Communautés Européennes (CCE) émet dès 1974 des appels à projet sur l'hydrogène par électrolyse de l'eau couvrant les années 1975 à 1983 mais qui, par manque d'organisation cohérente, et en l'absence de maîtrise d'œuvre, n'aboutiront à rien.

En septembre 1974, EDF et GDF s'associent pour définir la place de l'hydrogène comme vecteur chimique et énergétique en lien avec la production d'électricité nucléaire.

Après avoir demandé simultanément aux trois grands industriels français : Creusot-Loire (CL), Compagnie Electromécanique (CEM), Compagnie Générale d'Electricité (CGE) des projets d'usines d'électrolyse de 300 mégawatts (MW), la CGE construira l'unité pilote de 2,4 MW de Pont de Claix (1986), puis un prototype industriel de 20 MW en 1988.

La décision d'arrêter le projet est prise en 1992 à cause de la baisse de prix du gaz naturel, et de l'exportation plus importante que prévue d'électricité nucléaire. Cependant, les essais se poursuivront jusqu'en 1996.

En janvier 1976, Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie sous la présidence de Giscard d'Estaing, crée le Groupe de Travail Hydrogène avec deux sous-groupes : Production et Utilisation (chimie, transport...) et injection dans le réseau gaz. Ce travail a été précédé par une conférence à Genève en 1971 intitulée... « *L'hydrogène, l'énergie de l'an 2000* », et par une autre à Miami en 1974 « *La civilisation de l'hydrogène* ».

Parallèlement, l'*International gas association for hydrogen energy* a organisé de nombreuses conférences internationales sur l'hydrogène partout dans le monde pendant près de 20 ans : Lausanne 1978, Los Angeles 1980, Tokyo 1982, Montréal 1984, Vienne 1986, Moscou 1988, Hawaï 1990, Paris 1992...

Et tout ça pour quel résultat ?

Certes, l'hydrogène « *vecteur énergétique* » a permis la conquête de la Lune, et la découverte du système solaire grâce aux sondes *Voyagers* lancées par les premières fusées à hydrogène.

Mais « **l'hydrogène énergie** » demeure toujours **absent de notre civilisation** (sauf 1 % pour les fusées, et dans quelques voitures hors de prix) car ce vecteur énergétique est difficile à manier, à utiliser, dangereux, et trop cher.

Actuellement chaque région veut son projet hydrogène en rêvant de coupler des électrolyseurs (sans dire lesquels) avec des capteurs photovoltaïques ou des éoliennes, sans avoir aucune notion de la complexité des électrolyseurs et du **coût invraisemblable de l'hydrogène ainsi produit** dans le contexte français et européen.

Seul le Canada peut produire aujourd'hui un hydrogène vert à un coût abordable avec ses immenses installations hydroélectriques.

Que penser de RTE qui, dans son étude de janvier 2020, fonde ses prévisions sur la douteuse flexibilité des électrolyseurs et qui, au final, indique qu'il serait peut-être sage d'examiner, avec le projet Jupiter, si les électrolyseurs sont flexibles ? Mais RTE ne disposera alors que d'électrolyseurs nains incapables de fournir une image fiable des données de fonctionnement des électrolyseurs industriels de grande taille.

Le plus invraisemblable est la floraison de pseudo-organismes scientifiques (environ 300 comité Théodule en France) habiles à attirer l'attention des présidents de région et à accaparer l'argent des contribuables pour examiner de « *nouvelles pistes* »... déjà explorées et abandonnées !

Ces sept milliards d'euros (!) de subventions publiques viendront s'ajouter aux près de cinq milliards d'euros annuels pour le photovoltaïque et l'éolien, et feront une nouvelle fois éclore des *start-ups* éphémères qui occuperont de brillants ingénieurs à pédaler dans le vide pour réinventer l'eau chaude au détriment du portefeuille des Français.

(L'ouvrage de Christian Bailleux *L'hydrogène de 1781 à nos jours* est disponible au prix de 30 euros +7 euros de frais de port en envoyant un mail avec l'adresse d'expédition à cclbailleux@gmail.com)

Quelques chiffres pour les plus motivés...

1 tonne d'hydrogène (tH₂) contient 33 MWh d'énergie.

630 000 tH₂ contiennent 21 TWh (33 x 630 000) qui, avec un rendement de 60 % de l'électrolyseur, nécessite 35 TWh d'électricité (21/0,6 = 35 TWh).

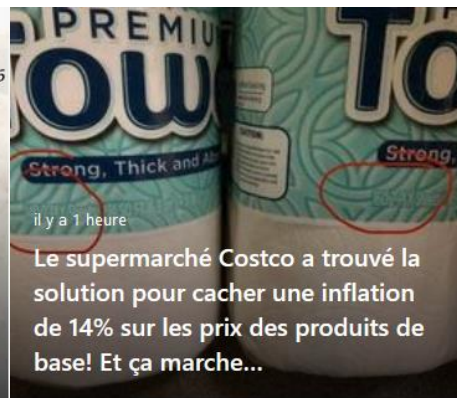
1 GW de puissance électrique produit par électrolyse 20 tH₂/heure.

Donc, 1 GW x 7000 h/an peut produire 140 000 tH₂/an (150 000 tH₂/an avec 7500 heures de fonctionnement).

Donc, obtenir 630 000 tH₂/an pour l'industrie par électrolyse implique environ 4,5 GW (630000/140 000) de puissance électrique en continu.

Soit 4,5 réacteurs nucléaires de 1 GW ou 3 EPR de 1,5 GW dédiés quasiment en permanence.

▲ RETOUR ▲



Selon Philippe Herlin, les mesures sanitaires mises en place depuis un certain temps détruisent les petits commerces au profit des grandes multinationales – « C'est un transfert de richesses ! »



Les banques centrales vont monétiser toutes les dettes

L'expansion de la dette et l'impression monétaire vont exploser en 2021. Les banques centrales seront obligées de monétiser pratiquement toute...



Le système financier US ne peut pas survivre sans l'impression constante de monnaie créée de nulle part

Comme le montre le bilan de la Fed ci-dessous, le système financier américain ne peut pas survivre sans l'impression constante...

Les banques centrales vont monétiser toutes les dettes

Source: or.fr 3 mai 2021

L'expansion de la dette et l'impression monétaire vont exploser en 2021. Les banques centrales seront obligées de monétiser pratiquement toute la dette émise par les gouvernements puisqu'il n'y aura pas d'autres acheteurs.

Les tendances pour 2021 et les années suivantes sont donc très claires. Le dollar sera la principale victime. Le « puissant » billet vert s'effondrera depuis 50 ans et a déjà chuté de 98% depuis 1971. Rien qu'au cours de ce siècle, le dollar a perdu 85% de sa valeur en termes réels.

Quiconque mesure sa richesse en dollars se fait des illusions. Avec une chute de 85% depuis 2000, il s'agit clairement de l'actif le moins sûr pour préserver son patrimoine. Cela concerne également tout actif mesuré en dollars comme les actions, les obligations, les biens immobiliers, etc. Pour les investisseurs qui veulent se leurrer, pourquoi ne pas mesurer vos actifs en Bolivars vénézuéliens ? Mesurée dans une monnaie hyperinflationniste, l'augmentation de la richesse semble exceptionnelle. **Gardez à l'esprit que le dollar ira, comme la plupart des monnaies papier, dans la même direction que le Bolivar.**

▲ RETOUR ▲

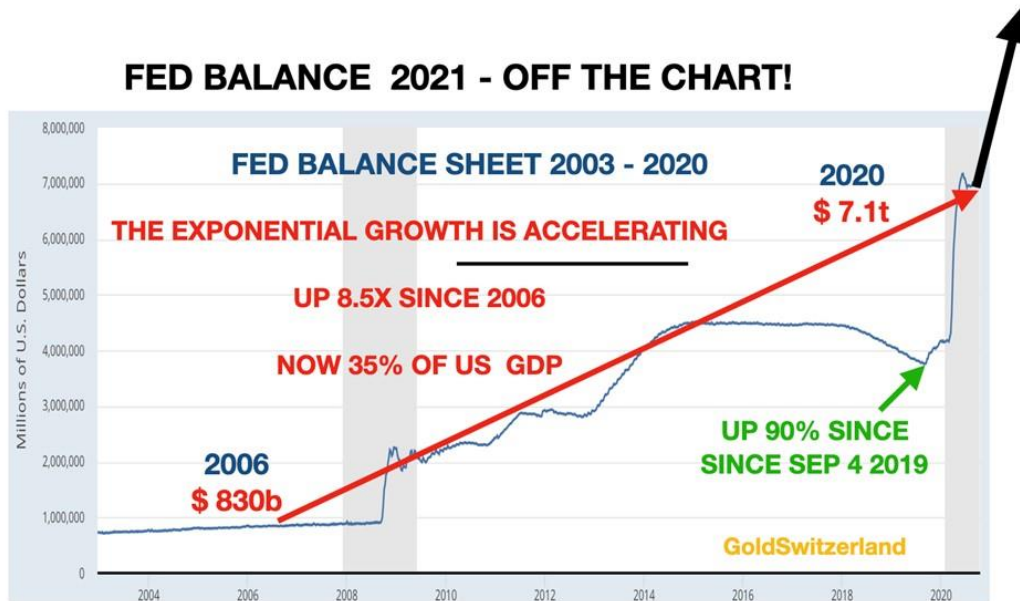
Le système financier US ne peut pas survivre sans l'impression constante de monnaie créée de nulle part

Source: or.fr 3 mai 2021



Comme le montre le bilan de la Fed ci-dessous, le système financier américain ne peut pas survivre sans l'impression constante de monnaie créée de toutes pièces. Comme je l'ai indiqué [dans de nombreux articles](#), les problèmes actuels de l'économie mondiale ne sont pas dus au Coronavirus, mais plutôt à un système financier malade et à des dettes toujours plus importantes qui maintiennent artificiellement l'économie en vie.

Les derniers problèmes ont commencé en août – septembre 2019 lorsque la BCE et la Fed ont réaffirmé qu'elles feraient « *tout ce qu'il faut* » pour sauver le système financier. Elles ont donc inondé le système d'argent, provoquant une flambée des bilans de toutes les banques centrales.



Le bilan de la Fed est passé de 3 700 milliards \$ en septembre 2019 à 7 100 milliards \$ aujourd'hui. Avec la multiplicité des problèmes aux États-Unis, le nouveau président dirigera une économie qui verra la dette et l'impression monétaire exploser. J'avais annoncé lors de l'élection de Trump que la dette américaine atteindrait 40 000 milliards \$ fin 2024, lorsque le prochain mandat présidentiel commencera. Mais vu l'argent nécessaire pour sauver le système financier et l'économie américaine, il est quasiment garanti que la dette sera nettement plus élevée que 40 000 milliards \$ dans 4 ans.

Mais ce n'est pas uniquement un problème américain. **Le monde entier a connu une explosion de la dette bien avant que l'on entende parler du Covid-19. Il ne s'agit pas seulement d'une explosion de la dette, mais d'un système financier mondial qui est pourri jusqu'à la moelle.**

▲ RETOUR ▲

Le supermarché Costco a trouvé la solution pour cacher une inflation de 14% sur les prix des produits de base! Et ça marche...

Tyler Durden Source: [zerohedge](https://www.zerohedge.com) 3 mai 2021



L'astuce la plus ancienne des détaillants est de retour.

Nous avons déjà écrit des articles relatifs à l'inflation et la façon dont les prix des produits augmentent inéluctablement. L'astuce de faire payer autant qu'avant le même produit, mais en réduisant la quantité de ce même produit, est connue par tous les détaillants aguerris, et cela traduit évidemment une augmentation du prix de base (lisez aussi – « Comment les entreprises alimentaires mettent en œuvre des hausses de prix massives sans que vous ne vous en rendiez compte », « L'inflation frappe le Royaume-Uni : Toblerone diminue de 10% et le prix reste le même », « L'inflation furtive alors que des milliers de produits alimentaires rétrécissent en taille, mais pas les prix »), et nous avons le sentiment qu'avec la récente flambée des prix des produits de base et des prix des denrées alimentaires, nous en parlerons beaucoup plus dans les semaines à venir.

Prenez Costo, qui, comme le note le rapport « The Bear Traps », facture désormais le même prix pour les serviettes en papier, mais le rouleau contient 20 feuilles de moins. TBT fait référence à un message récent d'un membre du bureau de « Red Flag Deals » qui mentionnait ceci :

Les serviettes en papier de chez Costo. Au même prix qu'avant alors n'hésitez pas à en racheter, car il y a 20 serviettes en moins...

L'astuce de retirer 20 feuilles par rouleau passant de 160 à 140 pour le même prix correspond à l'équivalent d'une augmentation fonctionnelle de 14,3% d'inflation, et comme le note TBT, « d'après notre expérience, seules les entreprises de chips peuvent s'en tirer avec la vente de la moitié du paquet vide. »

Bien sûr, une fois que les entreprises réalisent qu'elles peuvent s'en tirer avec une telle réduction – et elles le feront j'en suis persuadé...

J'ai essayé d'en parler avec un responsable de chez Costo, et il m'a dit : « Peu importe, il ne s'agit que de 20 feuilles en moins... »

La prochaine étape évidente sera de ne plus s'embêter avec de telles tentatives pour masquer l'inflation à deux chiffres et de faire grimper les prix jusqu'à ce qu'il y ait une baisse réelle de l'offre, ou comme TBT le prédit, « c'est le précurseur de l'inflation réelle qui va s'accélérer... » Et bien sûr, des noms de grosses sociétés de la consommation comme Kimberly-Clark, Clorox, Procter&Gamble, ainsi que des fabricants de produits alimentaires tels que Hormel, JM Smucker, General Mills, Skippy et Hershey, le font déjà.

Mais ne vous inquiétez pas, comme le dit le président Biden, « c'est temporaire... »

▲ RETOUR ▲

Le Canada commence à réduire les rachats d'actifs... avant la Fed et la BCE ?

Guillaume Bayre - ©2021 BFM Bourse samedi 1 mai 2021



(BFM Bourse) - Qu'advient-il des achats et des devises des banques centrales lorsque la crise du Covid sera retombée ? L'exemple du Canada, où le tapering vient de commencer, offre quelques indices précurseurs, souligne DWS - et l'inflation n'en fait pas nécessairement partie.

Alors que la Réserve fédérale a largement insisté cette semaine sur le fait qu'il était trop tôt pour parler d'une sortie de crise, sous-entendu pour réduire son soutien, la Banque du Canada (Bank of Canada dans l'autre langue officielle du pays) a pris une longueur d'avance par rapport à ses homologues. La banque centrale du Canada a en effet déjà commencé son "taper", en diminuant d'environ 25%, soit d'un milliard de dollars canadiens, le montant de ses achats hebdomadaires d'actifs.

Si le monde a plongé dans la crise de Covid plus ou moins simultanément, la fin de la gestion de la crise ne sera pas synchronisée. Ainsi que l'observe Stefanie Holtze-Jen, responsable de la stratégie monétaire chez DWS, certains pays s'en sortent plus vite et rebondissent plus fortement que d'autres pour diverses raisons - qu'il s'agisse de la réussite précoce à contenir la pandémie, de l'importance des stimuli fiscaux ou du rythme de déploiement des programmes de vaccination.

Après la décision de la Banque centrale, l'attention se porte sur l'Australie et la Nouvelle-Zélande, deux exemples de résultats précoces dans la lutte contre la pandémie. Qui sera le prochain à réduire sa dette ? Et pourquoi commencer à le faire maintenant et pas plus tard ?

Un bon indice pourrait être la fraction du total des obligations publiques détenue par chaque centrale. S'agissant du Canada, le sous-gouverneur Toni Gravelle a récemment indiqué que les achats d'obligations du Gouvernement du Canada (GdC) depuis mars dernier représentent un peu plus de 35% du montant total des obligations du GdC en circulation.

Dans son "graphique de la semaine", DWS met en avant le fait que la fraction des obligations de chaque Etat détenue par la banque centrale diffère considérablement d'un pays à l'autre :



Aux yeux de Stefanie Holtze-Jen cela suggère que les discussions du marché sur le fait que la Reserve Bank of Australia (RBA) pourrait suivre le mouvement sont prématurées. La RBA ne détient que 19% des obligations d'État australiennes, moins de la moitié de la fraction détenue par la Banque du Canada. Les données relatives à l'inflation publiées cette semaine ont également montré qu'une moyenne de 1,2 % en glissement annuel est bien inférieure à la fourchette cible de la RBA, qui est de 2% à 3%. La banque centrale canadienne est elle déjà beaucoup plus proche de son objectif de 2% (médiane de sa fourchette cible, comprise entre 1% et 3%), avec une inflation d'environ 1,9%.

La position de la Reserve Bank of New Zealand (RBNZ) est particulière car, celle-ci est déjà en train de réduire ses taux, ne serait-ce qu'implicitement. Le programme élargi d'assouplissement quantitatif, qui a démarré en mars 2020, laisse une marge de manœuvre de 100 milliards de dollars néo-zélandais (NZD) jusqu'en juin 2022. Toutefois, jusqu'à présent, la RBNZ n'a dépensé que 43 milliards de NZD.

Dans la matrice des paramètres de prise de décision, les avoirs des banques centrales en obligations souveraines (en proportion du total d'obligations) devraient donc faire l'objet d'une attention particulière, car ils pourraient influencer la vitesse de réduction des taux d'intérêt : plus les avoirs sont élevés, plus il est probable, selon DWS, que la banque centrale soit prête à réduire ses taux d'intérêt, même si les chiffres de l'inflation ne le nécessitent pas forcément.

La BCE (identifiée BZE sur le graphie ci-dessus) apparaît sur ce plan disposer encore d'une marge de manœuvre significative.

▲ RETOUR ▲

Préparez-vous à l'inflation la plus douloureuse depuis les années Jimmy Carter des années 1970

2 mai 2021 par Michael Snyder

Si vous êtes trop jeune pour avoir vécu dans les années 1970, vous devriez peut-être vous documenter sur cette décennie, car les conditions économiques actuelles commencent à ressembler étrangement à ce que nous avons connu à l'époque. Dans les années 1970, une crise énergétique a provoqué des files d'attente extrêmement longues dans les stations-service de tout le pays. En 2021, nous ne connaissons pas de pénurie d'essence, mais des pénuries d'autres produits clés commencent à poser de très graves problèmes. En fait, comme vous le verrez ci-dessous, même l'administration Biden admet publiquement qu'il y aura des "perturbations de la chaîne d'approvisionnement" dans les mois à venir. Les années 1970 ont également été marquées par une inflation extrêmement douloureuse, et je n'ai certainement pas besoin de vous dire que les prix ont augmenté de manière très agressive ces derniers temps. En fait, Bloomberg utilise le terme "skyrocketing" pour décrire la "trajectoire ascendante" des prix des matières premières...



Les prix des matières premières utilisées pour fabriquer presque tout s'envolent, et cette trajectoire ascendante semble devoir se poursuivre avec le retour de l'économie mondiale.

De l'acier au cuivre en passant par le maïs et le bois, les produits de base ont commencé l'année 2021 en fanfare, atteignant des niveaux jamais vus depuis des années. Cette reprise menace d'augmenter le coût des marchandises, du sandwich de midi aux gratte-ciel rutilants. Elle a également allumé la mèche de l'énorme mouvement de reflation qui a saisi les marchés cette année et fait grimper les prévisions d'inflation. L'économie américaine étant dopée par les mesures de relance budgétaire et l'économie européenne commençant à se rouvrir avec la mise en place de son programme de vaccination, il y a peu de raisons de s'attendre à un changement de direction.

Au cours de l'année écoulée, la Réserve fédérale a injecté plus d'argent dans le système financier que jamais auparavant, et le gouvernement américain s'est lancé dans des dépenses folles qui font passer le Zimbabwe pour un pays fiscalement conservateur.

Il était inévitable que cela provoque une inflation galopante, mais les chiffres que nous commençons à voir sont tellement fous qu'ils sont difficiles à croire. Il y a quelques semaines, Charlie Bilello a publié un résumé de l'évolution des prix des matières premières au cours de l'année écoulée...

- Bois d'oeuvre : +265%
- Pétrole brut WTI : +210 %.
- Essence : +182%
- Pétrole brut Brent : +163
- Mazout de chauffage : +107%
- Maïs : +84%
- Cuivre : +83%
- Soja : +72%
- Argent : +65%
- Sucre : +59%
- Coton : +54%
- Platine : +52%
- Gaz naturel : +43%
- Palladium : +32%
- Blé : +19%
- Café : +13%

À ce stade, personne ne peut nier ce qui se passe, et même l'administration Biden admet qu'il y aura des "perturbations de la chaîne d'approvisionnement" et des "augmentations transitoires des prix"...

La présidente du Conseil des conseillers économiques, Cecilia Rouse, a déclaré lors de l'émission "Fox News Sunday" de cette semaine qu'ils s'attendent à voir une certaine "inflation transitoire" alors que l'Amérique sort de la pandémie de coronavirus.

Le présentateur Chris Wallace a demandé : "Pouvez-vous garantir qu'avec toutes ces dépenses, nous n'aurons pas un nouveau cycle de surchauffe de l'économie et une inflation importante ?

M. Rouse a répondu : "Ce sont des préoccupations très sérieuses, et nous savons qu'au sortir d'une récession extrêmement profonde, il y aura des heurts en cours de route. Nous nous attendons à ce qu'il y ait des perturbations dans la chaîne d'approvisionnement. Cela entraînera certaines augmentations transitoires des prix."

Les responsables de l'administration Biden aimeraient que nous croyions que cette période inflationniste ne sera que "temporaire", mais comment comptent-ils y parvenir exactement ?

Ont-ils un plan pour retirer d'une manière ou d'une autre des milliers de milliards de dollars du système ?

Non, ils prévoient d'emprunter et de dépenser des milliers de milliards supplémentaires.

Dans les années 1970, une inflation à deux chiffres a fait les gros titres pendant des années. Beaucoup de gens pensent que nous sommes en passe de retrouver de tels niveaux, mais selon John Williams de [shadowstats.com](https://www.shadowstats.com), nous y sommes déjà. En fait, si l'inflation était encore calculée de la même manière qu'en 1980, nous serions déjà en territoire à deux chiffres.

Et pour certains articles, l'inflation est déjà hors normes.

Par exemple, le prix du maïs a augmenté de plus de 30 % jusqu'à présent en 2021...

Des tortillas au pain de maïs, certains de vos plats préférés à base de maïs pourraient voir leur prix augmenter à la fin de l'été.

Le maïs est en tête de la reprise parmi les produits céréaliers, avec une hausse de plus de 30 % en 2021, selon MarketWatch.

Le maïs est utilisé dans des centaines de produits différents à l'épicerie, et cela va donc affecter considérablement le budget alimentaire de millions et de millions de familles américaines.

Pendant ce temps, nous continuons à voir apparaître d'autres pénuries. La semaine dernière, les grands médias s'inquiétaient de la nouvelle pénurie nationale de poulet...

Une pénurie de poulet est en cours dans tout le pays, alimentée en grande partie par l'engouement pour les sandwiches au poulet dans les chaînes de restauration rapide telles que KFC et Bojangles, qui ont du mal à répondre à la demande croissante. Selon les experts, l'énorme tempête hivernale qui a frappé le Texas en février a également contribué aux lacunes de la chaîne d'approvisionnement.

Cette pénurie est censée être "temporaire", mais les analystes préviennent que la pénurie actuelle de puces informatiques pourrait durer jusqu'en 2022.

Mais malgré tous les problèmes que je viens de détailler, les Américains sont de plus en plus optimistes quant à l'avenir.

En fait, un sondage récent a révélé que 64 % de tous les Américains "sont optimistes quant à la direction que prend le pays"...

Le président Joe Biden achève ses cent premiers jours de mandat avec un pays plus optimiste quant à l'année à venir, selon un nouveau sondage ABC News/Ipsos.

Près des deux tiers des Américains (64%) sont optimistes quant à l'orientation du pays dans ce sondage, qui a été réalisé par Ipsos en partenariat avec ABC News à l'aide du KnowledgePanel d'Ipsos.

Et les Américains sont également extrêmement optimistes en ce qui concerne le marché boursier. Si vous pouvez le croire, les Américains ont maintenant plus de leurs actifs investis dans le marché boursier que jamais auparavant...

Les investisseurs individuels détiennent plus d'actions que jamais auparavant, alors que les principaux indices atteignent de nouveaux sommets. Ils font également monter les enchères en empruntant pour amplifier leurs paris ou en achetant de plus en plus souvent lors de petites baisses du marché.

Les stocks des ménages américains ont augmenté pour atteindre 41 % du total de leurs actifs financiers en avril, le niveau le plus élevé jamais enregistré. C'est ce que révèlent les données de JPMorgan Chase & Co. et de la Réserve fédérale, qui remontent à 1952 et incluent les comptes de retraite 401(k).

La plupart des Américains semblent croire que les jours heureux sont de retour, et le décor est planté pour un immense effondrement émotionnel national lorsque cette "bulle d'espoir" éclatera inévitablement.

Quiconque croit que les choses vont s'améliorer a une incompréhension fondamentale de l'époque dans laquelle nous vivons.

Nous venons de traverser l'année la plus douloureuse pour l'économie américaine depuis la Grande Dépression des années 30, et je sais que la plupart des gens aimeraient voir les choses s'améliorer, mais cela ne se produira tout simplement pas.

Des jours très sombres nous attendent, et ceux qui font confiance à Joe Biden pour sauver l'Amérique vont être amèrement, amèrement déçus.

▲ RETOUR ▲

Le problème économique fondamental du plan de sauvetage de Biden

Antón Chamberlin 30/04/2021 Mises.org



Le 31 mars, nous avons eu droit à une déclaration sur l'American Jobs Plan, et le 28 avril, le président Joe Biden en a parlé au peuple américain (enfin, à environ 8 % du peuple américain). L'objectif de cette loi est le suivant :

Alors que le plan de sauvetage américain change le cours de la pandémie et apporte un soulagement aux familles de travailleurs, ce n'est pas le moment de revenir en arrière. C'est le moment de réimaginer et de reconstruire une nouvelle économie. Le Plan pour l'emploi américain est un investissement dans l'Amérique qui permettra de créer des millions de bons emplois, de reconstruire l'infrastructure de notre pays et de placer les États-Unis en position de surpasser la Chine. La part de l'investissement public intérieur dans l'économie a chuté de plus de 40 % depuis les années 1960. Le Plan pour l'emploi américain investira en Amérique d'une manière que nous n'avons pas investie depuis que nous avons construit les autoroutes inter-États et gagné la course à l'espace.

En augmentant les dépenses publiques, l'administration Biden cherche à s'attaquer aux infrastructures telles que les autoroutes, les ports et les aéroports, ainsi qu'au réseau électrique et à l'Internet à large bande. Pour une liste plus longue des objectifs du projet de loi, lisez la déclaration complète [ici](#).

Cette initiative sera bien sûr saluée par beaucoup et contestée par d'autres. Mais il n'est pas exagéré de penser que les deux camps passeront à côté du principal problème de ce projet de loi. La gauche l'adorera pour son

utilisation courageuse de l'État afin d'améliorer la vie des Américains, tandis que la droite l'abhorra car il ne s'agit pas de la forme de dépenses gouvernementales qu'elle préfère (comment osons-nous dépenser de l'argent parfaitement utile pour des infrastructures qui pourraient être utilisées pour assassiner des innocents au Moyen-Orient ?) Ce que les deux camps ne reconnaissent pas, c'est la réalité économique de toutes les actions de l'État, une réalité qui nous a été signalée par Murray Rothbard dans son article de 1956 intitulé "Toward a Reconstruction of Utility and Welfare Economics". Dans cet article, sans avoir à s'appuyer sur un seul jugement éthique, Rothbard conclut aux avantages apodictiques du marché et au gaspillage perpétuel des dépenses gouvernementales.

Rothbard commence sa reconstruction par deux principes scientifiques : la règle de l'unanimité et la préférence démontrée. Dans les mots de Rothbard, la règle de l'unanimité de Wilfredo Pareto (réintroduite par Lionel Robbins) stipule que "nous ne pouvons dire que le "bien-être social" (ou mieux, "l'utilité sociale") a augmenté [sic] en raison d'un changement, que si aucun individu n'est moins bien loti à cause de ce changement (et qu'au moins un est mieux loti) "1.

La préférence démontrée est l'idée selon laquelle nous ne pouvons savoir quoi que ce soit sur l'échelle de valeurs d'une personne qu'en observant les décisions réelles qu'elle prend, généralement dans le cadre d'un échange marchand. Toute évaluation des paroles d'une personne serait de nature psychologique et non pertinente pour l'économie. Avec la préférence démontrée, nous pouvons dire que tout échange volontaire doit ex ante résulter apodictiquement en une augmentation de l'utilité sociale, car chaque échange démontre un bénéfice attendu perçu pour les deux parties impliquées. Chaque fois qu'un échange est interdit ou mandaté par l'État, il doit, par définition, y avoir une partie qui bénéficie et une partie qui est lésée, ce qui rend impossible toute déclaration sur l'utilité sociale totale étant donné l'impossibilité de comparer l'utilité entre les personnes. De plus, la présence d'une partie lésée signifie que ces actions violent la règle de l'unanimité. Nous pouvons donc conclure en toute confiance que toute interférence gouvernementale avec les échanges ne peut jamais être considérée comme augmentant l'utilité sociale.

Mais l'analyse ne s'arrête pas là. Toute action gouvernementale repose en définitive sur son pouvoir de lever des impôts. Or, la fiscalité n'est rien d'autre qu'un échange forcé entre le peuple et l'État. Compte tenu de ce constat, non seulement l'ingérence du gouvernement ne peut jamais augmenter l'utilité sociale, mais aucune action que pourrait entreprendre un gouvernement ne pourrait augmenter l'utilité sociale.

Tout ceci conduit aux deux conclusions suivantes : (1) le marché libre augmente toujours l'utilité sociale, et (2) le gouvernement ne peut jamais augmenter l'utilité sociale. Le principal problème du Plan Américain pour l'Emploi est maintenant clair. Ce n'est pas le fait qu'il appelle à davantage de dépenses pour les infrastructures et la promotion de technologies prétendument vertes, par opposition à l'armée, par exemple. Son problème est qu'il demande à l'État de faire quoi que ce soit. L'appel de Biden à une action gouvernementale accrue ne fera rien d'autre que gaspiller nos précieuses ressources limitées. Il n'y a rien de proactif dans le projet de loi qui puisse être considéré comme conduisant à une augmentation de l'utilité sociale, et les restrictions qu'il impose au marché libre ne conduiront pas non plus à une société plus prospère. Le plan consiste à restreindre le marché libre, le seul mécanisme capable de promouvoir le bien-être général, et à étendre le rôle du gouvernement, une institution qui ne peut jamais promouvoir le bien-être général. Un travail bien fait, M. le Président.

NOTE :

1. En effet, si nous nous trouvions dans un scénario où certaines personnes bénéficient d'un avantage tandis que d'autres sont lésées, toute analyse nécessiterait une comparaison interpersonnelle de l'utilité, ce qui doit supposer un principe éthique (et nous essayons ici d'être sans valeur).

Antón Chamberlin est étudiant en économie à la Loyola University New Orleans.

▲ RETOUR ▲

Chine/USA: l'arme fatale

Par [Michel Santi](#) mai 2, 2021



Les chinois sont persuadés que les Etats-Unis sont une puissance sur le déclin, et ils basent – en conséquence – toutes leurs actions en fonction de cette prévision. Voilà pourquoi la Chine se sent aujourd'hui suffisamment forte pour s'attaquer à un bastion jusque-là imprenable et incontesté, à savoir la monnaie américaine et son privilège exorbitant.

Pour autant, cette stratégie visant à saper le dollar pour directement remettre en question l'emprise des USA ne consiste pas en une attaque frontale. Son fer de lance en est le lancement du Yuan digital et sa promotion active en vue de son internationalisation qui autoriseront, entre autres, le contournement du pouvoir de sanctions gigantesque auquel font régulièrement appel les USA. Vu des Etats-Unis, cette menace chinoise est prise très au sérieux car la perte de cette arme de dissuasion massive que sont les sanctions représenterait pour eux un affaiblissement considérable, et un risque encore supérieur à celui d'un conflit armé.

Avec son Yuan digital, la Chine offre aux futurs usagers à travers le globe – privés, institutionnels mais également Etatiques – un modèle clé en mains, une boîte à outils, pour l'emploi des futures monnaies digitales. En sécurisant et en popularisant son propre modèle de monnaie digitale, comme elle l'a déjà fait avec la 5G et avec la reconnaissance faciale, la Chine serait susceptible de balayer – grâce à la technologie – la domination du dollar car les infrastructures financières américaines sont très clairement en retard d'une modernisation. A l'instar de la politique du vaccin chinois dont l'objectif évident est la conquête des cœurs des citoyens des pays émergents, ce Yuan digital s'adressera aussi au milliard sept cent millions de pauvres à travers le monde ne disposant pas de compte bancaire. On imagine sans peine le prestige et la puissance qui seraient conférés à la Chine dès lors que les laissés pour compte, que les travailleurs migrants et que les réfugiés s'emploieraient à faire usage du Yuan digital pour effectuer des achats en ligne et des transferts d'argent.

On imagine également sans peine les parts de marché que se taillerait un Yuan digital efficient dans un contexte où les virements bancaires internationaux prennent plusieurs jours et nécessitent des procédures toujours complexes. On imagine enfin la préoccupation américaine face à des échanges qui – court-circuitant la système SWIFT sous son contrôle – non seulement lui échapperaient désormais totalement, mais qui rapprocheraient par ailleurs de manière décisive les usagers disséminés à travers la planète de la maison mère Chine. Sans même avoir de compte bancaire, les entreprises chinoises – qui sont de plus en plus implantées dans le monde – effectueraient ainsi des transactions libellées en Yuan digital, hors de toute intermédiation bancaire classique, contribuant activement à détrôner le billet vert qui représente aujourd'hui plus de 85% du volume global des échanges.

C'est une véritable révolution macroéconomique qui se profile car ce système permettra à un Etat donné de programmer la date d'expiration de certains paquets de monnaie digitale, et ce dans le but de réguler la consommation. Les répercussions en termes de croissance, de contrôle de l'inflation, de lutte contre les

récessions sont potentiellement massives car il sera dès lors possible de redresser une économie, de redonner des emplois aux chômeurs, en régulant le flux des dépenses et de la circulation d'argent dans les rouages de l'économie. L'épargnant et l'investisseur sera ainsi contraint de dépenser aujourd'hui certaines sommes à partir du moment où elles ne seraient plus – demain – utilisables.

Par-delà les implications du Yuan digital et des intentions de la Chine, le fait est que ce pays est le tout premier au monde à inaugurer une ère où la nature et où l'utilisation de l'argent sont appelées à se transformer radicalement.

▲ RETOUR ▲



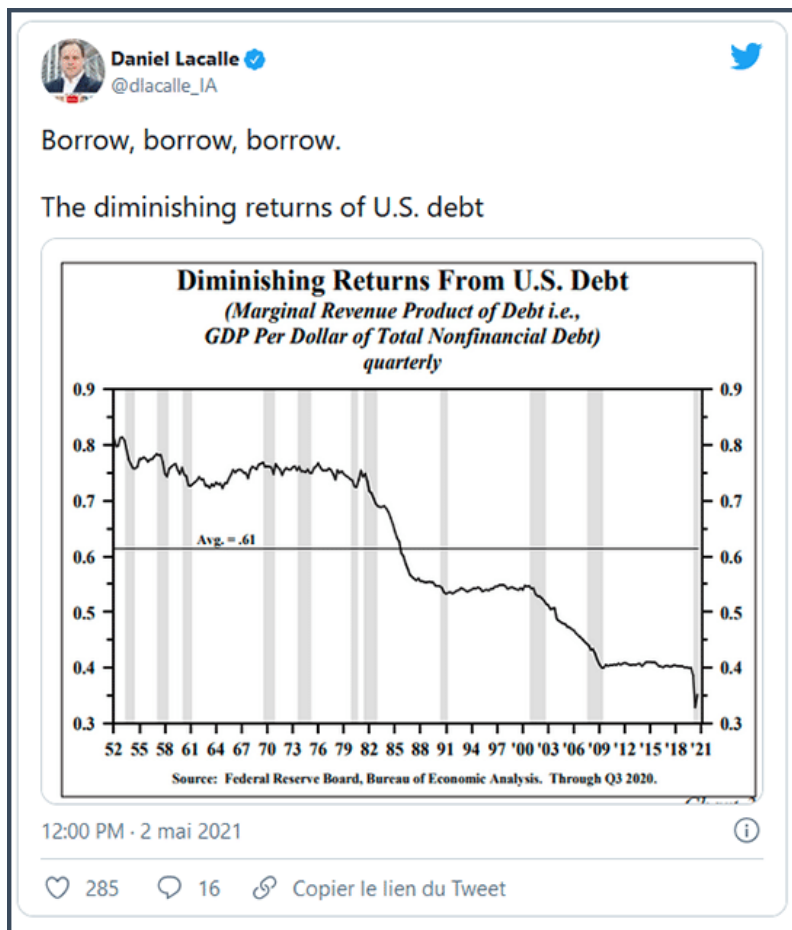
La dette, un besoin de survie

rédigé par [Bruno Bertez](#) 3 mai 2021

A quoi sert la dette exactement ? Ses effets sur l'économie réelle ont bien changé par rapport aux notions « traditionnelles »... et c'est désormais l'économie financière qui est la première bénéficiaire de l'endettement.

Avec ce tweet de l'économiste Daniel Lacalle, un thème que j'aborde souvent : le rendement décroissant de la dette.

« Emprunter, emprunter, emprunter. Les rendements déclinants de la dette US »



J'apprécie Lacalle, c'est un bon économiste autrichien – mais ici, il est à côté de la plaque.

[La dette US](#) a cessé d'être gouvernée par la volonté de stimuler l'activité économique ; elle ne produit quasi plus rien sous cet aspect. On peut également penser, comme certains, que si on cessait de produire de la dette, après un creux, la croissance redeviendrait plus forte.

Là n'est pas la question, cependant.

A quoi sert vraiment la dette ?

La dette n'est pas destinée à soutenir l'économie réelle, mais à soutenir l'édifice financier qui s'est construit *sur* l'économie réelle.

La dette nouvelle sert à stabiliser le levier qui est dans le système, elle sert à soutenir le prix des actifs financiers anciens et, quand c'est possible, à les faire monter. La dette a pour fonction de créer des collatéraux fictifs afin que le jeu continue.

Il y a un rapport non étudié entre la masse des actifs financiers dans le système, la production de dettes et l'évolution du besoin de création de « *base money* », utilisée ou non.

La fonction de la dette est de cimenter la pyramide d'actifs financiers qui a été construite depuis le début de la financiarisation puis ensuite lors des [crises successives de 2008](#) et suivantes.

La dette n'est plus un choix économique ; nous sommes sous un régime de domination financière, de domination budgétaire – et, maintenant, dans un régime de domination de la préoccupation de survie.

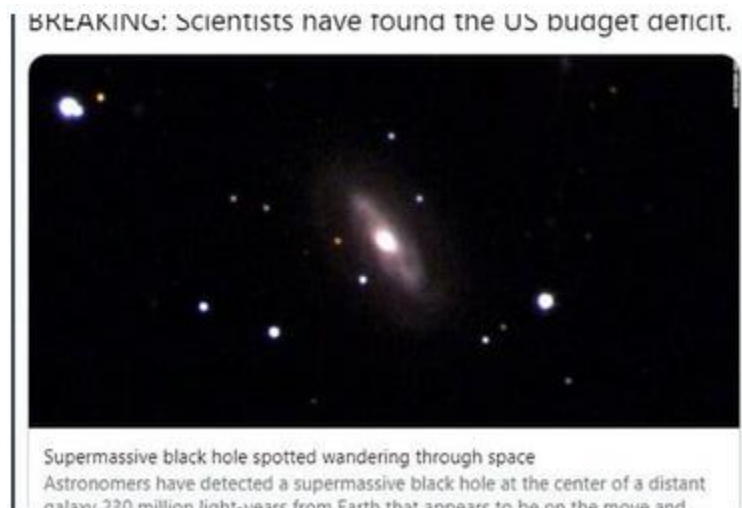
C'est le besoin de survie qui détermine/dicte la dette qu'il faut produire. La politique monétaire y est asservie.

▲ RETOUR ▲

États-Unis : des astronomes ont identifié le déficit budgétaire dans l'espace !

rédigé par [Nicolas Perrin](#) 3 mai 2021

Les Etats-Unis multiplient les dépenses et les déficits depuis bien avant la crise du Covid-19. La situation atteint désormais des proportions positivement cosmiques...



Laissons notre chère Europe de côté le temps de quelques articles. Aujourd'hui, je vous propose de changer un peu d'air et de nous pencher sur le sort de nos cousins américains, et tout particulièrement sur leur dette publique.

J'avais abordé ce sujet au mois d'août 2019 au travers d'une série de cinq billets (voir [ici](#), [ici](#), [ici](#), [ici](#) et [là](#)), dont il ne me semble pas inutile de vous proposer un rapide résumé.

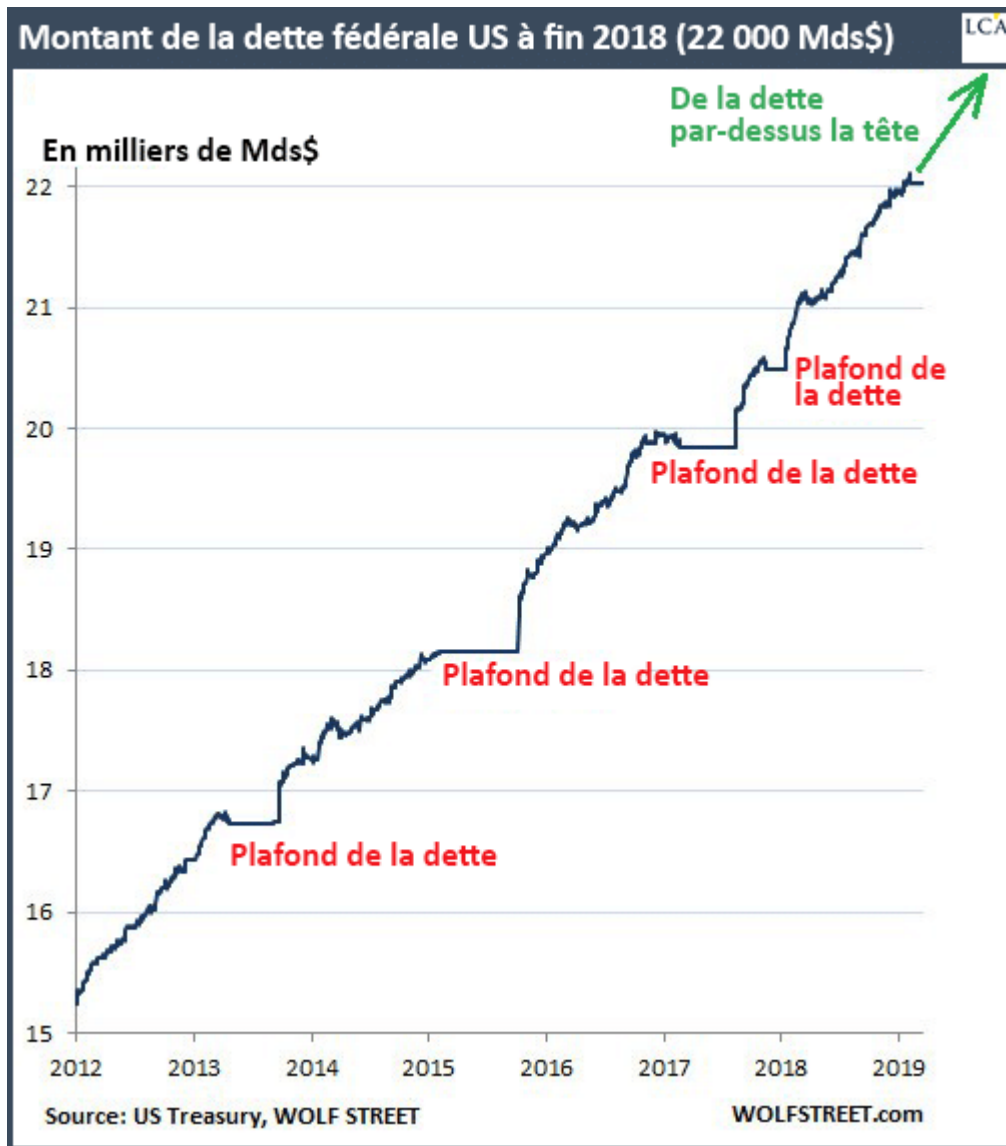
Dette fédérale américaine : « dans les épisodes précédents... »

L'Etat fédéral américain est en proie à deux difficultés chroniques. Les revenus publics étant inférieurs aux charges publiques, les Etats-Unis sont sujet à un déficit budgétaire.

Par ailleurs, avec des flux monétaires entrants inférieurs aux flux sortants, les comptes courants américains sont dans le rouge. C'est ce qu'on appelle les « déficits jumeaux » (« [twin deficits](#) »).

L'épargne domestique ne suffisant pas à absorber les besoins de financement de l'économie américaine, les Etats-Unis doivent faire appel à l'épargne extérieure pour financer leur économie, entretenant ainsi le cercle vicieux de la dette.

La dernière fois que j'ai évoqué la question, la dette publique américaine se montait à 22 000 Mds\$.



Relèvement du plafond de la dette après relèvement du plafond de la dette, c'est le niveau que le compteur US affichait fin 2018.

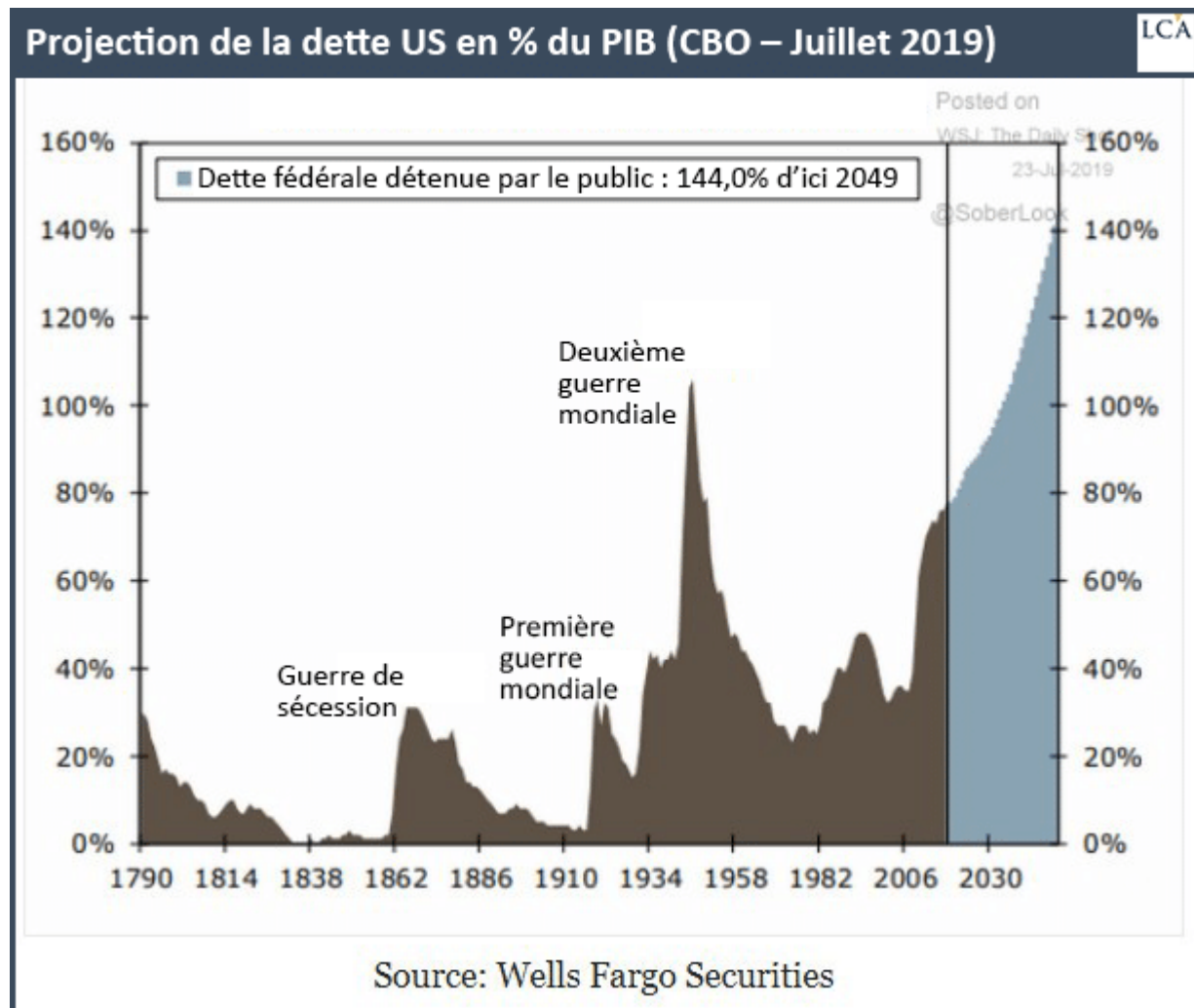
« Je vais vous raconter une blague vraiment marrante : plafond de la dette. Ha ha. »



Des prévisions diverses... mais colossales

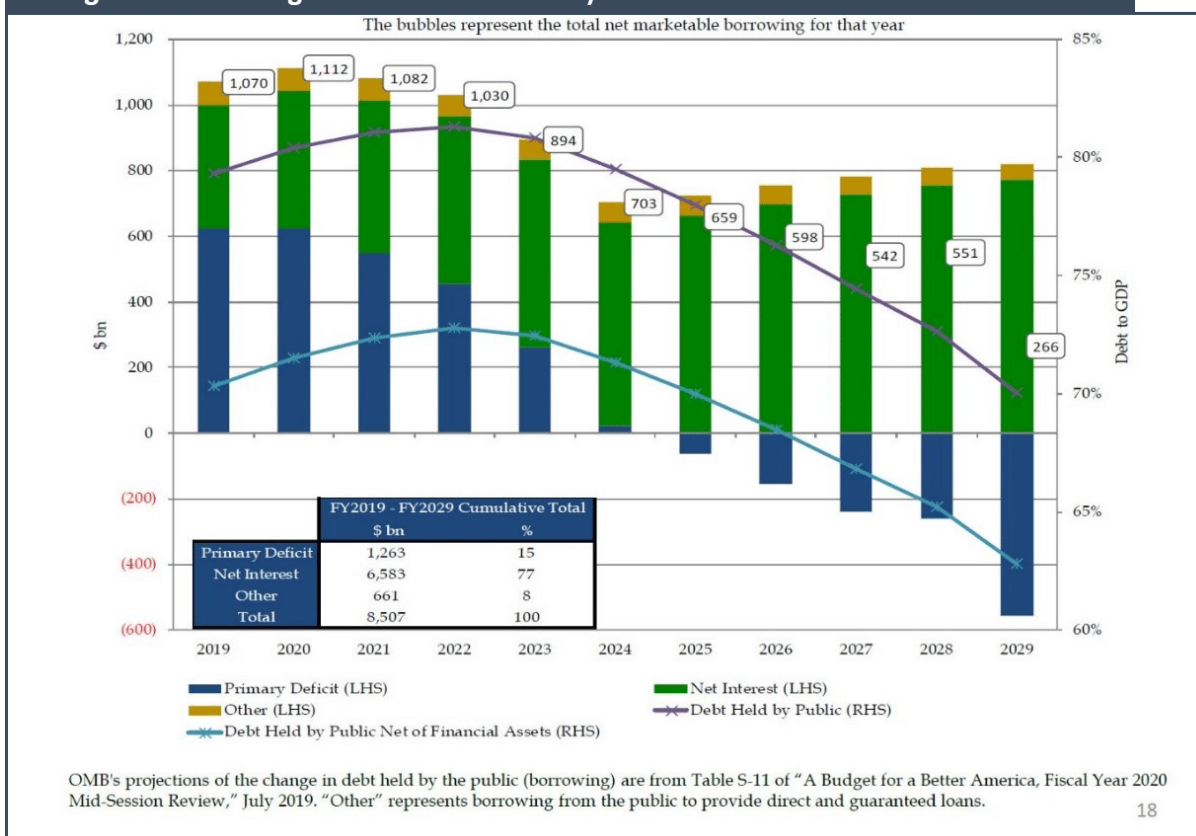
Le Trésor US prévoyait alors que le déficit budgétaire dépasserait en 2020 le montant symbolique des 1 000 Mds\$ (soit plus de 10% du PIB), les intérêts sur la dette publique devant quant à eux atteindre un nouveau record à 591 Mds\$ en 2019.

Le Bureau du budget du Congrès US (CBO) s'attendait de son côté à ce que le montant de la dette fédérale atteigne 140% du PIB américain d'ici 2049.



La situation restait cependant « sous contrôle » puisque les dépenses d'intérêts sur la dette américaine ne dépassaient pas encore le déficit primaire (c'est-à-dire avant prise en compte des intérêts de la dette).

Cependant, selon les projections que faisait à l'époque le Bureau de gestion de la Dette du Trésor US, « le déficit primaire deviendra quasiment nul en 2024 et, à partir de cette date, chaque dollar emprunté par le gouvernement servira à financer le paiement des intérêts sur la dette fédérale, laissant le gouvernement à la merci de l'évolution des taux d'intérêt... », résumais-je en août 2019.



Spirale de la mort

Toutes choses étant égales par ailleurs, les Etats-Unis avaient donc encore quatre ans devant eux avant d'entrer dans une « spirale de la mort ».

Déjà à l'époque, la cavalerie budgétaire américaine avait bien du mal à se faire financer par l'étranger. L'époque où la Chine comblait le déficit extérieur américain est révolue depuis 2014 ; c'était désormais l'Union européenne – et tout particulièrement l'Allemagne – qui sauvait l'Etat fédéral américain d'une crise grave en se portant acheteuse nette de titres du Trésor.

La tendance n'était cependant pas rassurante puisque l'encours de bons du Trésor US détenus par les non-résidents était en baisse depuis 2015. Autrement dit, cela faisait quatre ans que le reste du monde achetait moins de *T-Bonds* qu'il n'en vendait.

Certains commentateurs évoquaient déjà la perspective d'un « [moment Minsky](#) » avec l'avènement d'un nouveau paradigme : la hausse des anticipations d'inflation.

Ainsi, selon le site ZeroHedge :

« Toute augmentation incrémentielle des taux d'intérêt, qui arrivera du simple fait de la hausse des anticipations d'inflation, ne fera qu'accélérer le processus de Ponzi par lequel davantage de titres de créance sont vendus uniquement pour financer les intérêts croissants sur la dette, ce qui nécessite de produire encore davantage de titres de créance, et ainsi de suite, jusqu'à ce que le "moment Minsky" arrive enfin. »

La hausse des anticipations d'inflation est en effet l'un des événements susceptibles de déclencher le passage de la phase de stabilité achetée à crédit, à la phase d'instabilité et à la débandade financière qui s'ensuit avec l'évaporation de la confiance octroyée par les investisseurs à la banque centrale.

Je concluais cette série de cinq articles en expliquant pourquoi il n'y aurait pas de crise de la dette publique américaine... tant que le dollar conserverait son statut de monnaie de réserve mondiale.

Déficits jumeaux, dette publique, charge de la dette, demande étrangère de titres du Trésor, anticipations d'inflation et taux longs : comment le Covid a-t-il fait évoluer toutes ces tendances ?

La transition entre les administrations républicaine et démocrate étant désormais derrière nous, et le (premier) plan de relance de Joe Biden ayant été voté il y a quelques semaines, le moment me semble bien choisi pour vous proposer un nouveau point d'étape.

Déficit public : « qu'est-ce qu'on en a à foutre, du budget ? »

Notez bien que l'enjeu n'est pas de savoir si les Etats-Unis vont pouvoir rembourser leur dette publique – il faut être démagogue comme un Mélenchon pour professer de pareilles âneries. La question est de savoir si les Etats-Unis vont pouvoir continuer à emprunter sur les marchés financiers pour rouler leur dette.



A défaut de quoi, il leur faudra la financer non pas en rachetant leurs titres de dettes sur le marché secondaire, mais en les achetant directement via leur banque centrale. Le cas échéant, ce serait un tout nouveau chapitre de l'histoire financière contemporaine qui s'ouvrirait.

Mais revenons-en à nos moutons.

Avant même que le Covid ne surgisse, nous avions donc un Etat fédéral américain pour lequel les déficits ne comptaient plus depuis belle lurette.

18 janvier 2020 : « 'Qu'est-ce qu'on en a à foutre, du budget ?', a déclaré Trump aux participants d'une collecte de fonds privés, comme en atteste un enregistrement audio obtenu par le Washington Post. (Le déficit a déjà augmenté de 50% sous Trump). »



Comme vous vous en doutez, presque un an et demi plus tard, la situation ne s'est pas arrangée. Cela n'étonnera personne, compte tenu du mantra budgétaire de l'époque.

11 mai 2020 : Le secrétaire au Trésor Steven Mnuchin déclare sur CNBC : « Nous profiterons des taux bas [pour nous endetter]. »



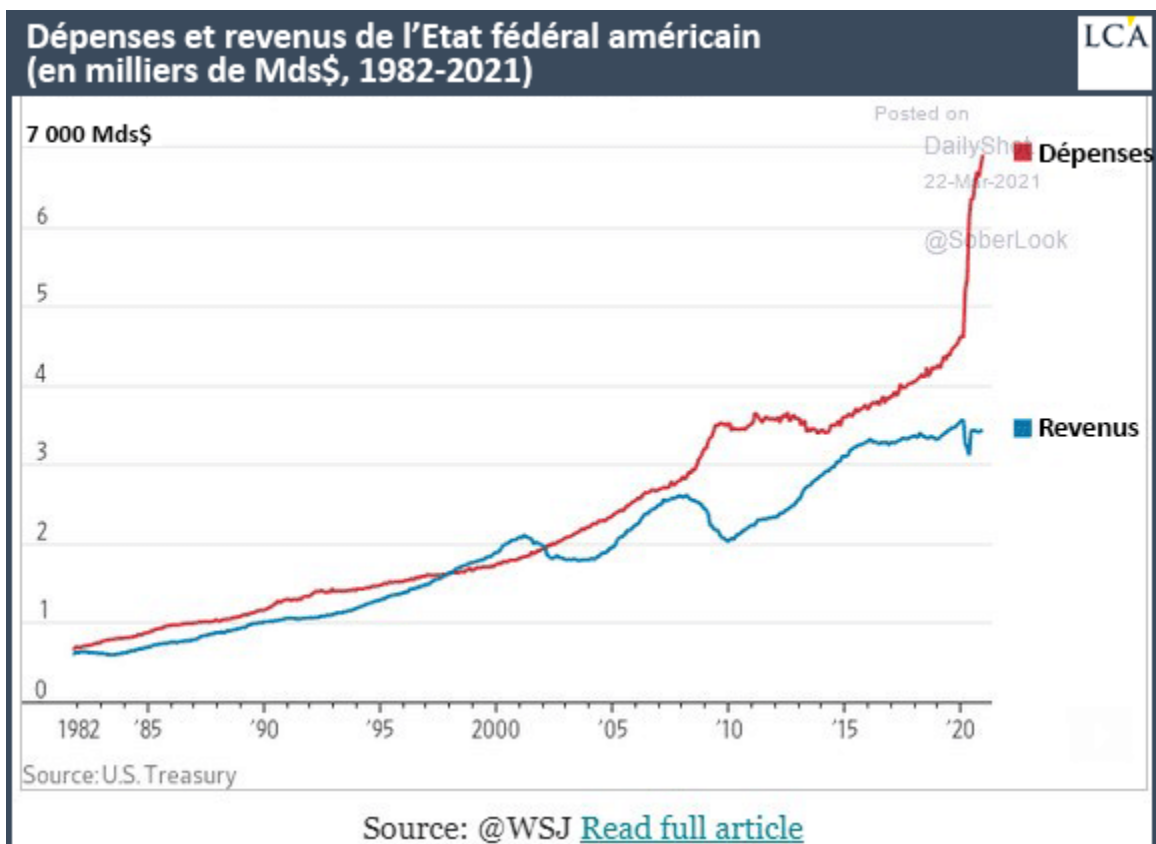
Dieu sait que, sur ce plan, les Etats-Unis s'en sont donnés à cœur joie. Le pronostic de déficit budgétaire à 1 000 Mds\$ annoncé pour 2020 avant l'avènement du coronavirus fait désormais petit joueur, puisque c'est précisément le montant du déficit budgétaire enregistré sur la période octobre 2020-février 2021, c'est-à-dire sur cinq mois seulement !

10 mars 2021 : le déficit budgétaire atteint le montant record de 1 050 Mds\$ sur cinq mois



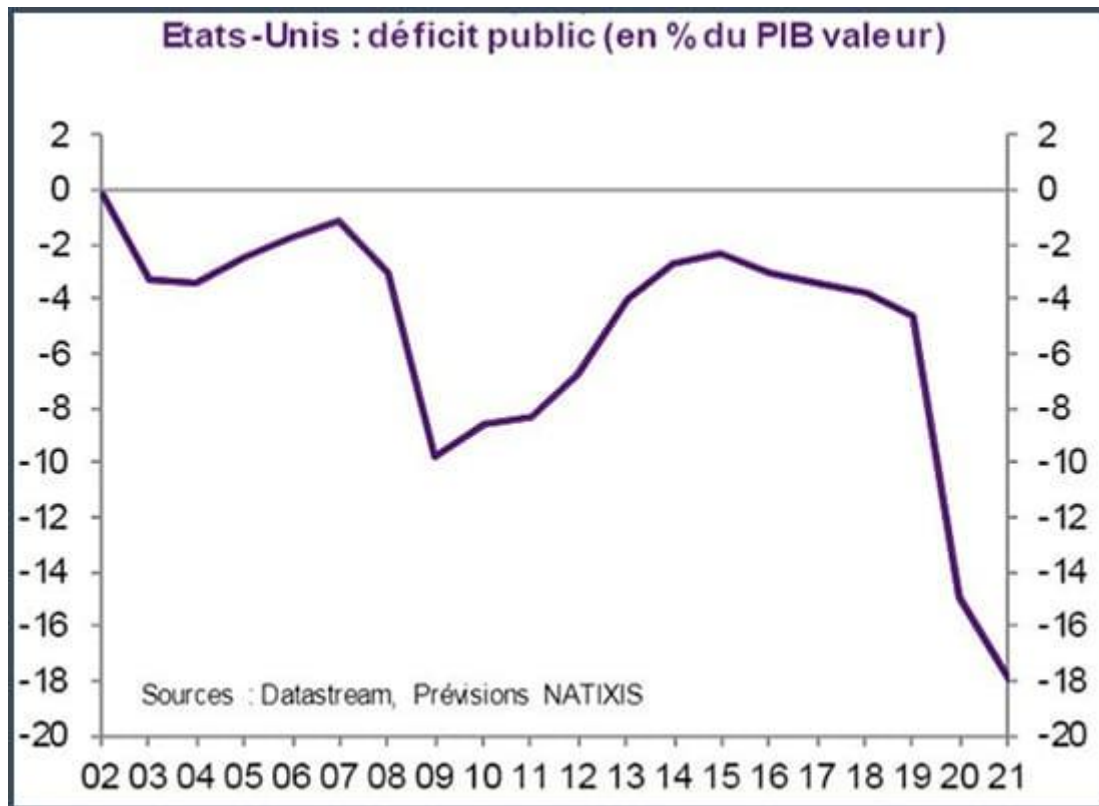
Si tout se déroule comme prévu par le CBO, pour l'exercice comptable 2021, le déficit budgétaire US devrait atteindre 2 300 Mds\$, un montant qui n'inclut pas les 1 900 Mds\$ du plan Biden.

D'ici le 30 septembre 2021 (clôture de l'exercice comptable), le déficit budgétaire américain devrait donc tutoyer les 4 000 Mds\$, soit environ 1 000 Mds\$ de plus qu'en 2020 (3 100 Mds\$).

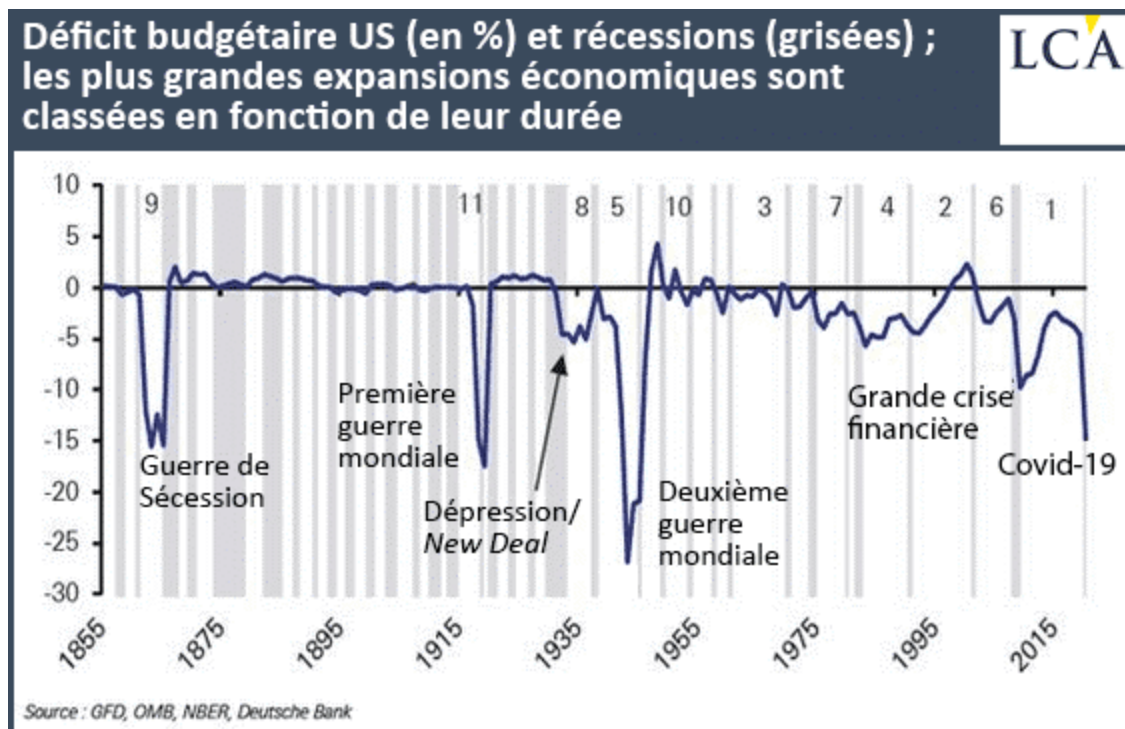


Trou noir supermassif

Selon les derniers chiffres de Natixis (18 mars 2021), le déficit public américain avoisinera les 18% du PIB en 2021, alors qu'il n'était encore « que » de 4% et des brouettes avant le confinement.



Combinez le choix du confinement par le pouvoir politique et l'attrait exercé par la Théorie monétaire moderne (MMT) dans ce même milieu, et vous aboutissez à un déficit budgétaire américain qui n'a jamais été aussi élevé en temps de paix.



Bref, on n'est plus très loin du trou noir supermassif.

16 mars 2021 : « CNN : Un trou noir supermassif repéré errant dans l'espace ». Sven Heinrich : « Flash Info : des chercheurs ont identifié le déficit budgétaire américain. »



▲ RETOUR ▲

Perspectives sur le risque : Taleb et Tyson

Charles Hugh Smith Dimanche, 02 Mai, 2021

Les événements qui dévastent la majorité sur le plan financier enrichissent considérablement les quelques personnes qui parient sur les dynamiques non linéaires.

Je retrouve la même question dans les forums, les fils de discussion, les articles et les courriels : que puis-je faire pour me protéger, moi et ma famille, de ce qui nous attend ?

Compte tenu des incertitudes et des extrêmes qui sont si évidents, reconnaître le risque est une première étape utile, une reconnaissance qui est très démodée. Si l'on jette un coup d'œil aux graphiques de la dette marginale (emprunts contractés sur le portefeuille d'actions d'une personne), qui n'a jamais été aussi élevée, et de l'intérêt à court terme (paris sur la baisse des actions), qui n'a jamais été aussi bas, il semble que le principal risque auquel pensent les investisseurs soit la peur de manquer tous les gains garantis et juteux à venir.

Pour les quelques personnes qui s'interrogent encore sur la source du risque, la réponse générale est la suivante : l'inflation menant à l'hyperinflation ou un effondrement déflationniste dû à des défauts de paiement et à l'éclatement des bulles d'actifs.

Il est facile de trouver des experts qui plaident pour l'une ou l'autre de ces voies, mais disposons-nous des conditions initiales, des variables et des fonctions dont nous avons besoin pour résoudre ce problème et obtenir

une réponse claire, inflation ou déflation ?

Considérons deux variables qui sont rarement visibles dans les arguments des experts :

1) Qu'est-ce qui profitera aux banques ?

2) Qu'est-ce qui profitera à la place de la nation dans la hiérarchie géopolitique ?

Le camp de l'inflation estime que le service de la dette publique et privée ne peut être assuré que si les revenus augmentent de manière à ce que les ménages, les entreprises et les gouvernements disposent de suffisamment de revenus pour payer leurs dettes.

Comme il s'agit d'une spirale qui se renforce d'elle-même - plus d'inflation entraîne plus d'inflation - les banques centrales seront obligées d'imprimer leurs monnaies jusqu'à l'oubli, c'est-à-dire l'hyperinflation.

Si elles cessent un jour d'imprimer, le château de cartes (l'explosion de la dette) s'effondrera.

Cette logique semble assez saine, mais une fois que l'hyperinflation aura pris son essor et que les gens gagneront 250 000 dollars par mois et qu'un pain coûtera 250 dollars, comment les banques pourront-elles tirer profit du fait que les ménages remboursent leur hypothèque autrefois énorme (qui nécessitait 30 ans de paiements mensuels pour être remboursée) avec un seul mois de salaire ?

L'hyperinflation détruira non seulement la monnaie mais aussi l'ensemble du secteur bancaire, qui est politiquement puissant. Les banques vont-elles se contenter de regarder passivement leur richesse et leurs revenus être détruits par une forte inflation ? On peut penser qu'elles utiliseront leur pouvoir politique pour éviter d'être réduites en poussière par l'hyperinflation.

Les banques préféreraient de loin les défauts de paiement qu'elles peuvent transférer au gouvernement (via les renflouements) et la déflation, où chaque paiement mensuel de carte de crédit/hypothèque a un pouvoir d'achat supérieur à celui du mois précédent.

Ensuite, considérez les conséquences de l'hyperinflation sur la monnaie nationale : elle perd pratiquement toute sa valeur en termes d'achat de nourriture, de pétrole, de semi-conducteurs, d'automobiles, etc. auprès d'autres nations. Personne ne voudra échanger des biens réels contre des dollars sans valeur. Les importations payées en dollars tomberont à zéro dans une hyperinflation.

En termes de puissance économique d'une nation, sa monnaie est la base, car si la monnaie tombe à presque zéro, tout ce qui est libellé dans cette monnaie perd également de la valeur sur la scène mondiale.

Une monnaie de réserve - une monnaie nationale qui est largement détenue au niveau mondial parce qu'on s'attend à ce qu'elle conserve sa valeur et que le marché pour tout ce qui est libellé dans cette monnaie est extrêmement vaste et liquide - est le joyau de la couronne de la nation (ou de l'entité, dans le cas de l'UE) qui l'émet.

Qui bénéficierait de la destruction de la monnaie de réserve d'une nation ? Pratiquement personne. La nation s'appauvrirait. Alors pourquoi l'hyperinflation - la destruction de la monnaie - est-elle si largement acceptée comme inévitable ?

Il est également largement admis que la Réserve fédérale et les autres banques centrales contrôlent toutes les variables qui déterminent le rendement des obligations, les taux d'intérêt et l'inflation. Mais que faire si certaines variables échappent au contrôle de la Fed ? Et si leur prétention à contrôler toutes les variables n'était que de la communication ?

Nous ne savons pas non plus quelle fonction l'inflation ou la déflation pourrait avoir. Sera-t-elle arithmétique - $1 + 1 = 2 + 1 = 3$, etc. - ou géométrique - $1 + 1 = 2 + 2 = 4 + 4 = 8 + 8 = 16$?

Cela fait une énorme différence : l'inflation arithmétique est prévisible - 5 % par an, par exemple - mais les augmentations géométriques conduisent à l'hyperinflation et à la déstabilisation complète de l'économie et de la société.

Très peu d'experts pensent que les banques centrales et les gouvernements choisiront le défaut de paiement et la déflation parce que ceux-ci seront douloureux - mais qu'est-ce qui pourrait être plus douloureux que d'anéantir la valeur de la monnaie ?

Si l'élite riche possède des métaux précieux, des terres agricoles, des industries manufacturières, des obligations d'État, etc., alors la défaillance des ménages et des entreprises zombies (les zombies étant définis comme des entités qui doivent emprunter davantage pour rester parmi les vivants), pourquoi s'en soucieraient-ils ? Les détenteurs d'obligations d'entreprises et les prêteurs marginaux seraient détruits, mais là encore, les riches n'ont qu'à éviter de posséder des dettes marginales pour éviter la débâcle des pertes par défaut.

Les élites politiquement puissantes ont leur atout : elles peuvent exiger des politiciens (qui ont besoin de leurs contributions pour financer leurs campagnes de réélection) qu'ils renflouent les banques, transférant ainsi les pertes dues aux défaillances des banques privées au secteur public, exactement comme cela s'est produit en 2008-2009.

Mais une fois de plus, les élites et le gouvernement ont-ils le contrôle total de toutes les variables, ou pourraient-ils supposer des fonctions arithmétiques alors que des fonctions géométriques pourraient en fait se manifester ? Les défaillances déflationnistes peuvent détruire les actifs bancaires aussi rapidement que l'hyperinflation, car une fois que les acheteurs disparaissent (les marchés sont sans offre), la valeur des actifs donnés en garantie s'effondre à des niveaux que personne ne croit possibles.

Des immeubles entiers sont vendus pour la valeur du système d'ascenseur. Oui, c'est arrivé pendant la Grande Dépression.

Un peu d'inflation ou de déflation est une bonne chose, gérable par le gouvernement et les élites, mais une inflation ou une déflation géométrique mine l'ensemble du système financier, y compris les finances des gouvernements et des élites.

Comment calculer la probabilité et l'intensité potentielle d'un désordre social déstabilisant ? Il est généralement admis que les États-Unis ne pourraient jamais connaître le type de désordre social massif et généralisé qui se produit dans les pays en développement pendant les crises. Mais les humains sont des humains, et lorsqu'ils sont mis sous pression par une forte inflation/déflation et un déclin de la prospérité, les gens réagissent d'une manière qui peut très rapidement échapper au contrôle des autorités.

Une révolution culturelle se prépare-t-elle en Amérique ?

Si les variables et les fonctions qui en découlent ne sont pas mesurables, des troubles apparemment mineurs peuvent se propager à l'ensemble de la société - ou de la chaîne d'approvisionnement.

Où cela nous mène-t-il ? Nous savons, grâce à des études sur la psychologie humaine, que les humains ne se sentent pas à l'aise dans l'incertitude et qu'ils recherchent un havre de certitude aussi rapidement que possible. Ils s'accrochent à des croyances ancrées face à des preuves contradictoires et renforcent leur attachement aux croyances lorsqu'elles sont remises en question. Nous sommes câblés pour un engagement décisif envers une structure de croyances.

L'indécision et l'ambiguïté persistantes nous mettent mal à l'aise. Nous voulons une réponse, et s'il n'y en a pas, alors nous en inventerons une ou nous nous engagerons dans une réponse proposée par un expert, même si cette personne n'a pas une meilleure compréhension des conditions initiales, des variables et des fonctions que quiconque.

Par ailleurs, si nous ne pouvons pas répondre à la question de savoir ce qui va se passer, nous devons accepter que les incertitudes de cette époque ne peuvent pas être résolues.

Il s'agit là d'un point de vue extrêmement précieux, car si nous acceptons cette incertitude, nous pouvons éviter de nous réfugier dans une fausse certitude rigide et fragile qui ne peut que nous égarer si les événements ne suivent pas la voie que nous avons choisie.

En d'autres termes, nous voulons tous être sûrs, mais ce n'est pas possible parce que 1) les variables sont invisibles, 2) les fonctions sont inconnues et 3) la "solution" (la trajectoire prévue) dépend entièrement des conditions initiales, dans lesquelles de petites modifications changent complètement le résultat.

Lorsque l'on sait que ce que l'on appelle le risque de queue de poisson (c'est-à-dire une fonction géométrique remplaçant une fonction arithmétique, et de petits événements déclenchant de grandes conséquences, c'est-à-dire une dynamique non linéaire) est réel mais imprévisible, on est obligé de réfléchir à ces risques supposés peu probables et de concevoir une réponse que l'on peut mettre en œuvre parce que l'on y a déjà pensé.

C'est la différence entre avoir une réponse pré-planifiée et la panique.

Une citation mémorable de Mike Tyson offre un bon aperçu du risque et de l'incertitude : "Tout le monde a un plan jusqu'à ce qu'il reçoive un coup de poing dans la bouche".

La personne moyenne considère que les chances de se faire frapper au visage sont très faibles. L'étudiant en arts martiaux ne suit pas la ligne de pensée selon laquelle, parce que les chances semblent faibles, il n'est pas nécessaire d'apprendre l'autodéfense. Au contraire, être prêt à se défendre est un état de préparation permanent, peut-être rouillé et imparfait, mais néanmoins présent.

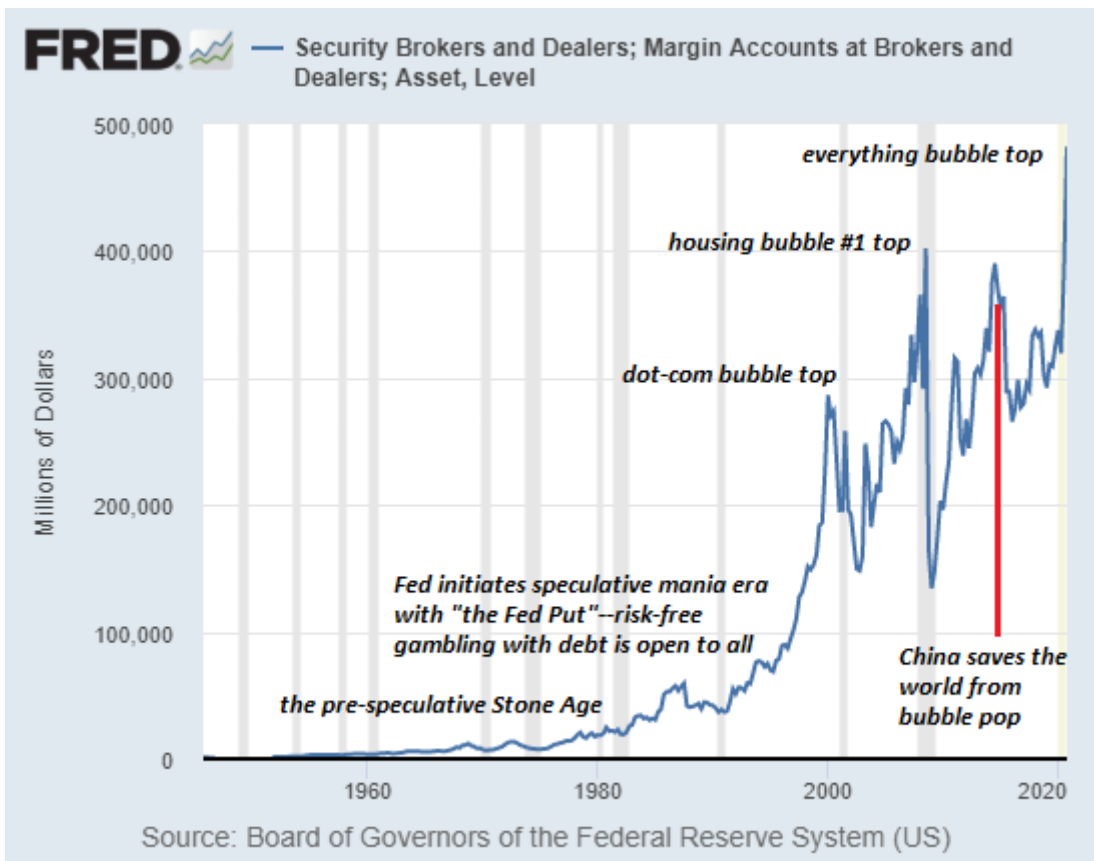
Les événements qui dévastent financièrement la majorité enrichissent considérablement les quelques personnes qui parient sur les dynamiques non linéaires. Ce portrait de Nassim Taleb réalisé en 2002 par Malcolm Gladwell offre une perspective éclairante sur cette approche.

Blowing Up : Comment Nassim Taleb a fait de l'inévitabilité des catastrophes une stratégie d'investissement.

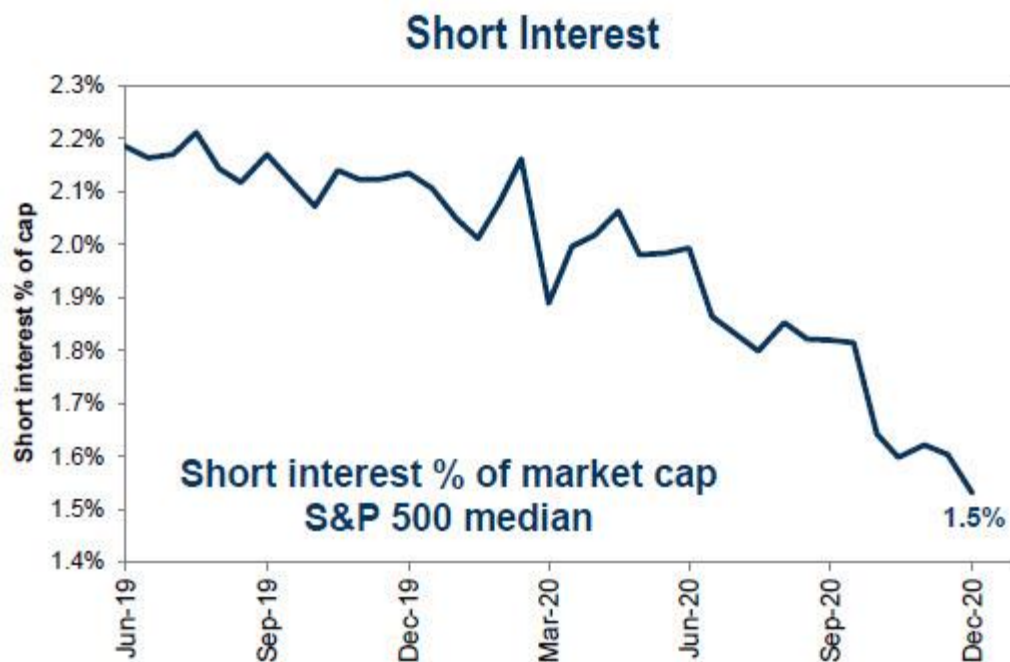
Très peu d'entre nous peuvent appliquer les stratégies mathématiquement sophistiquées de Taleb. Mais cela ne veut pas dire que nous ne pouvons pas accepter l'incertitude et les risques de type "fat tail", réfléchir à l'avance aux réponses à apporter et planifier une stratégie de couverture qui tienne compte des possibilités allant de 1) rien ne change à 2) tout change.

Nous n'avons pas besoin de réagir parfaitement pour réussir. Nous devons simplement avoir préparé des réponses aux éventualités allant de ce que nous considérons comme le plus probable à ce que nous considérons comme très improbable mais toujours possible.

Ce qu'il faut comprendre, c'est que l'acceptation de l'incertitude signifie que nous acceptons que le marché puisse encore nous frapper au visage, et que nous puissions faire des erreurs ou ne pas obtenir les résultats escomptés, mais le processus de planification de plusieurs niveaux de réponse peut nous aider à nous protéger des pertes irréversibles et des mauvaises décisions prises dans le chaos de la peur et de la panique.



notes added by charles hugh smith 4/21 www.oftwominds.com



▲ RETOUR ▲

Les démocrates essaient d'acheter des votes

Bill Bonner | 30 avril 2021 | Journal de Bill Bonner



Tous les gouvernements utilisent la force et tous affirment qu'ils sont fondés sur la raison. En fait, que le suffrage universel prévale ou non, c'est toujours une oligarchie qui gouverne, trouvant le moyen de donner à la "volonté du peuple" cette expression que quelques-uns désirent.

- L'économiste italien Vilfredo Pareto

YOUGHAL, IRLANDE - "*Nous, le peuple, sommes le gouvernement*", a déclaré Joe Biden lors du discours historique prononcé cette semaine devant le Congrès.

Aucune alarme de mensonge ne s'est déclenchée. Mais le grand mensonge - que le gouvernement = le peuple - est au cœur de tout le flimflam de propositions de dépenses dévoilées dans le discours de Biden.

Pour faire simple : Certaines personnes gouvernent... D'autres sont gouvernées. Certains doivent... D'autres sont redevables. Certains paient... D'autres sont payés.

Ici, au siège du journal, nous prenons nos verbes au sérieux. Nous ne gouvernons personne d'autre que nous-mêmes.

Mais l'administration Biden - avec le soutien et la complicité de la bureaucratie, du monde universitaire, de la majorité du Congrès, des médias et des grandes entreprises - gouverne 330 millions de personnes.

Et avec ses armées et ses sanctions, elle tente de diriger des centaines de millions d'autres personnes.

L'escroquerie des élites

C'est le grand économiste italien du début du vingtième siècle, Vilfredo Pareto, qui a popularisé l'idée d'une "élite". Peu importe comment vous appelez votre gouvernement, expliquait-il, il y en a toujours qui le contrôlent... et d'autres qui sont contrôlés par lui.

Pareto est célèbre pour le "principe 80/20" dérivé de son observation. Quatre-vingt pour cent du travail est effectué par 20 % de la population. Quatre-vingt pour cent de la richesse est détenue par 20 % de la population. Etc.

Mais les 20% ne sont pas toujours les mêmes personnes. La barrière entre l'élite et tous les autres n'est pas comme un mur de prison. Elle ressemble plus à une porte de prison. Il y a toujours un petit nombre de personnes qui vont et viennent sous l'œil vigilant des gardes.

Et parfois, lors d'une révolution, d'une guerre ou d'un effondrement social, les murs de la prison tombent, comme ce fut le cas à la Bastille en 1789.

Mais l'idée que "le peuple" gouverne est une fraude. Et ce n'est qu'une des nombreuses escroqueries qui aident les vrais gouvernants - l'élite - à rester au pouvoir.

Aujourd'hui, nous en explorons une autre.

Retour aux sources

Cette semaine, nous avons vu comment l'aile gauche de l'État profond cherche à s'emparer de façon quasi permanente de la Maison-Blanche. Elle revient à des principes de base séculaires. A la **corruption**, bien sûr.

Encore une fois, pour faire simple... Les riches ont toujours utilisé leur richesse pour obtenir du pouvoir. Et les gens puissants utilisent leur pouvoir pour obtenir plus de richesse.

("L'homme le plus riche de Rome", Marcus Licinius Crassus, est souvent accusé d'avoir acheté son entrée dans le triumvirat avec César et Pompée, par exemple.

Mais il était aussi un militaire compétent, le héros de la bataille de la porte de Colline et de la troisième guerre servile. Cette dernière est la guerre contre Spartacus, pour laquelle Crassus a levé une armée à ses propres frais.

Après avoir réprimé le soulèvement des esclaves, il crucifia ses 6 000 prisonniers, laissant leurs corps en décomposition le long de la voie Appienne en guise d'avertissement aux autres).

Maintenant qu'elle contrôle la pleine foi et le crédit du gouvernement américain, l'équipe Biden entend l'utiliser pour obtenir à la fois plus de richesse et plus de pouvoir.

Un plan d'achat de votes de 4 000 milliards de dollars

Les démocrates sont déjà le parti de l'élite et des "minorités". Mais ils doivent retrouver au moins une partie de leur soutien parmi les classes populaires.

Des universités gratuites, des garderies gratuites, plus de congés payés - 12 semaines ! - plus de stimulation, avec de nouveaux emplois dans les "infrastructures"...

L'ensemble du paquet coûtera environ 4,1 trillions de dollars (2,3 trillions de dollars pour le plan d'infrastructure et 1,8 trillion de dollars pour le plan familial)... mais cela pourrait suffire à donner aux Démocrates un verrou sur la Maison Blanche pour des décennies.

Taxer les riches

Mais comment payer tout cela ?

Joe Biden propose non seulement de donner plus de choses aux masses, mais aussi de leur donner le plaisir de voir les "riches" se faire pressurer. De CNBC :

Les impôts pourraient bientôt augmenter pour les riches.

Le président Joe Biden souhaite financer le développement de l'éducation, des services de garde d'enfants, des congés payés et d'autres réformes en collectant davantage de recettes fiscales auprès des Américains qui gagnent plus de 400 000 dollars par an.

Pour ce faire, il augmenterait le taux d'imposition maximal sur le revenu et les plus-values, modifierait l'imposition des successions des riches, supprimerait les "échappatoires fiscales" et concentrerait les audits sur les riches afin de prévenir l'évasion fiscale.

Et oui, le plan fait appel aux masses. Voici CNN :

Près de la moitié des Américains qui ont regardé le discours du président Joe Biden au Congrès ont eu une réaction très positive à ce discours, et 71 % ont déclaré qu'ils se sentaient plus optimistes quant à l'orientation du pays, selon un sondage CNN réalisé par SSRS.

Mais les démocrates sont désormais le parti des riches. Vont-ils permettre au fisc de s'en prendre à leurs gros derrières ?

Nous en doutons.

Les augmentations d'impôts n'obtiendront aucun soutien de la part des Républicains. Et de nombreux démocrates sont également nerveux à leur sujet. Ils rassurent déjà leurs riches donateurs. Le Washington Examiner :

La vérité, dans ce cas, est que le parti démocrate est actuellement en train de "pousser une réduction d'impôts pour les riches" en essayant de se débarrasser du plafond sur les déductions des paiements d'impôts étatiques et locaux, également connu sous le nom de SALT. [...]

Les seules personnes qui bénéficieraient de la suppression du plafond des déductions SALT, qui est actuellement fixé à 10 000 dollars par famille, sont les riches. Les contribuables moyens qui acceptent les déductions standard et paient moins de 10 000 dollars d'impôts locaux et d'État ne seraient pas du tout affectés.

Règle de l'élite

Que va-t-il se passer ? Très probablement, les impôts vont augmenter. Mais, malgré les grands discours, rares sont ceux qui voudront passer de la parole aux actes et presser les riches avec des impôts nettement plus élevés.

Et puis, quand les discours seront terminés... et que les comités et les experts en politique fiscale se mettront au travail...

...sur le paragraphe 21(a) du chapitre 1031... partie D, tel qu'amendé par la loi fédérale temporaire n° 105935, mis à jour par l'arrêt de la Cour des impôts du 21 janvier 2006, décrivant comment les tableaux d'amortissement des comptes hérités entièrement financés, créés au plus tard le 32 février à la lumière de la pleine lune... doivent être actualisés...

...les riches feront toujours partie des 20% qui gouvernent... et les 80% seront toujours gouvernés.

Après tout, c'est l'élite qui écrit les lois. C'est elle qui interprète et applique les lois. Et ils savent de quel côté leur pain est beurré.

Donc, cher lecteur, il n'y a pas besoin de pleurer pour les riches ce week-end. Ils s'en sortiront.

Mais si les riches ne paient pas, qui le fera ? Restez à l'écoute...

▲ RETOUR ▲